

LUNDI 14 SEPTEMBRE 2015

« En route vers la dépression économique finale. »

- = "Il est déjà trop tard" : l'espèce humaine devrait s'éteindre ce siècle P.1
- = Nos civilisations se dirigent-elles vers un effondrement irréversible des écosystèmes terrestres ? p.4
- = La crainte d'une nouvelle crise financière progresse ! p.6
- = Le crédit est en panne... et les banques centrales à bout d'arguments (Bill Bonner) p.7
- = « La finance a peur » ! (Philippe Béchade) p.9
- = La dernière d'Attali... (Patrick Reymond) **p.11**
- = Prix du pétrole bas: les causes et les conséquences p.15
- = Goldman Sachs: 'le cours du pétrole pourrait tomber à 20 dollars l'année prochaine' p.18
- = «La Banque Mondiale et le FMI s'alarment d'une hausse des taux aux USA. Vous allez vous faire tarter »! (Charles Sannat) p.19
- = Michael Lewis: la Bourse est truquée ! p.25
- = Olivier Delamarche sur BFM Business le Lundi 14 Septembre 2015 p.28
- = L'Italie bénéficie de la pause dans l'austérité , comme la France p.30
- = Comment sortir de cette crise? (Bruno Colmant) p.32
- = La fourmi et le rouleau-compresseur p.34
- = Un krach...un jour (Marc Fiorentino) p.36
- = Etats-Unis: Ralentissement dans les carnets de commandes en pourcentage p.38
- = Le business model de l'Etat Islamique (Michel Santi) p.39
- = L'oncle Sam va-t-il encore confisquer l'or de ses citoyens ? p.41
- = Un « sommet des consciences » pour le climat loupé p.44
- = Climat : une probabilité importante de dépasser 4,5°C p.45
- = Un éditorial du MONDE, c'est l'ambivalence climatique p.46



"Il est déjà trop tard" : l'espèce humaine devrait s'éteindre ce siècle

www.NOTRE-PLANETE.INFO/ juin 2010

Et s'il n'y avait plus rien à faire pour sauver l'humanité ? S'il était déjà trop tard ? The Australian rapporte une interview bien pessimiste du célèbre scientifique australien Frank Fenner. Pour lui, nous avons déjà scellé le destin de l'Humanité : dans moins de 100 ans, les sociétés humaines ne seront plus...

Dans une interview accordée au quotidien national The Australian, et publiée le 16 Juin 2010, Frank Fenner, professeur émérite de microbiologie à l'Université nationale australienne, prédit la disparition de l'Humanité dans les 100 prochaines années.

Ce mauvais augure pourrait prêter à sourire, mais le scientifique de 95 ans a une

carrière impressionnante : Membre de l'Académie des sciences australienne et de la Royal Society, son travail a été récompensé par de nombreux prix et il est l'auteur de centaines de textes scientifiques. Il a notamment été impliqué dans la disparition du virus responsable de la variole et dans la lutte contre la surpopulation de lapins en Australie via l'introduction volontaire du virus de la myxomatose dans les années 50.

Officiellement en retraite depuis des dizaines d'années, ce scientifique renommé poursuit toujours ses travaux de recherche et ses écrits, en se déplaçant quotidiennement à l'institut de médecine John Curtin de l'Université nationale australienne, dont il fut directeur de 1967 à 1973.

Sa compréhension approfondie de l'évolution des espèces n'a jamais entamé sa fascination pour l'observation sur le terrain. Du niveau moléculaire aux planètes, Frank Fenner s'intéresse à tous les écosystèmes. Il a commencé à publier ses premières études environnementales au début des années 70 lorsque l'impact des sociétés humaines sur notre planète devenait problématique.

De quoi inspirer confiance, ou au moins de l'intérêt pour ses déclarations.

"Nous allons disparaître. Quoique nous fassions maintenant, il est trop tard"

Cette affirmation de Frank Fenner a de quoi inquiéter, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une vision sur des millions d'années mais d'une prédiction pour le siècle en cours !

Pour Frank Fenner et d'autres scientifiques reconnus comme Paul Crutzen, prix Nobel de chimie, la Terre est entrée dans une nouvelle époque géologique, l'Anthropocène, depuis 1800 avec la révolution industrielle et l'exploitation massive des combustibles fossiles. Cette nouvelle époque géologique succéderait à l'Holocène débuté il y a dix mille ans.

Bien que non officielle sur l'échelle des temps géologiques, l'Anthropocène a été admis dans la terminologie scientifique et correspond au moment où les Hommes ont pu rivaliser avec les forces de la nature dans la capacité à modifier l'écosystème de la Terre.

En effet, nos activités réchauffent le climat planétaire d'une ampleur aussi importante que les grands cycles naturels et nous entamons la sixième extinction massive de la biodiversité, avec une vitesse sans doute plus rapide encore que celle

qui a conduit, il y a 65 millions d'années, à l'extinction des dinosaures suite à la chute d'un astéroïde, comme le souligne Eric Lambin, membre de l'Académie des sciences des Etats-Unis...

L'explosion démographique en cause : "il y a déjà trop de monde"

A l'origine de ces déséquilibres planétaires qui menacent la survie même de l'Humanité, Frank Fenner incrimine l'explosion démographique et la "consommation effrénée".

Selon l'ONU, le nombre d'humains a dépassé les 7 milliards en 2011. Vu l'inertie de nos sociétés et décideurs politiques sur l'urgence et l'importance des mesures à prendre pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, Fenner demeure pessimiste : "Nous allons subir le même sort que les personnes sur l'île de Pâques. Le changement climatique ne fait que commencer. Mais nous pouvons déjà voir des changements remarquables dans la météo."

"Les Aborigènes nous ont montré qu'en l'absence de science et d'émissions de dioxyde de carbone responsables du réchauffement climatique, ils pouvaient survivre pendant 40 000 à 50 000 ans. Mais notre monde ne le peut pas. L'espèce humaine est susceptible de prendre le même chemin que beaucoup d'espèces que nous avons déjà vu disparaître." déclare t-il dans son interview.

"Homo sapiens devrait disparaître, peut-être dans 100 ans", dit-il. "Un grand nombre d'autres animaux également. C'est une situation irréversible. Je pense qu'il est trop tard. J'essaie de ne pas trop le dire car il y a des gens qui essaient de faire changer les choses. Les efforts de réduction ralentissent un peu les choses, mais il y a déjà trop de monde [sur Terre]" ajoute-t-il.

L'explosion démographique et ses corollaires : la boulimie énergétique, productiviste et consumériste mènent l'humanité à sa perte. Ce constat, tabou, est pourtant de plus en plus partagé par certains scientifiques et de plus en plus évoqué, mais étouffé par les sceptiques sur le changement climatique et une partie des personnes croyantes pour qui la reproduction est une recommandation divine, souligne Frank Fenner.

Nos civilisations se dirigent-elles vers un effondrement irréversible des écosystèmes terrestres ?

Mis en ligne samedi 14 juillet 2012 par [Daniel MATHIEU](#)

En se basant sur des théories scientifiques, des modélisations d'écosystèmes et des preuves paléontologiques, une équipe de 18 chercheurs, incluant un professeur de la Simon Fraser University (SFU, Vancouver), prédit que les écosystèmes de la Terre vont faire face à un effondrement imminent et irréversible.

Dans un article récemment publié dans Nature intitulé "[Approaching a state-shift in Earth's biosphere](#)", les auteurs examinent l'accélération de la perte de biodiversité, les fluctuations climatiques de plus en plus extrêmes, l'interconnexion grandissante des écosystèmes et le changement radical du bilan énergétique global. Ils suggèrent que tous ces éléments constituent des précurseurs à l'apparition d'un état planétaire de seuil ou encore d'un point de basculement[1]. Si cela s'avérait exact, ce que les auteurs prédisent pour le siècle en cours, les écosystèmes de la planète, tels que nous les connaissons, pourraient rapidement et irréversiblement s'effondrer.

"Le dernier point de basculement dans l'histoire de la Terre est apparu il y a 12 000 ans, lorsque notre planète est passée de l'âge de glace, qui a duré 100 000 ans, à un état interglaciaire", a déclaré Arne Mooers, un des auteurs de l'article et professeur de biodiversité à SFU. "A ce moment, des changements biologiques les plus extrêmes menant à notre état actuel sont apparus en seulement 1000 ans. C'est comme passer de l'état de bébé à l'âge adulte en moins d'une année. Mais la planète est en train de changer encore plus rapidement aujourd'hui".

"Il y a une probabilité très élevée que le prochain changement d'état global sera extrêmement perturbateur pour nos civilisations. Souvenez-vous, nous sommes passés de l'état de chasseurs-cueilleurs à celui capable de marcher sur la Lune dans une des périodes les plus stables et anodines de toute l'histoire de la Terre", a souligné Arne Moeers. "Lorsque le seuil sera atteint, ce sera un point de non-retour. Ainsi, si un système bascule vers un nouvel état parce que vous y ajoutez beaucoup d'énergie, même si vous retirez ensuite cette nouvelle énergie, il ne repassera pas dans son état précédent. La planète ne possède pas la mémoire de son état précédent". Autrement dit, lorsque les activités humaines modifient le bilan radiatif de la Terre en émettant massivement des gaz à effet de serre, nous

prenons un risque très élevé : celui de faire basculer brutalement tout le système climatique vers un nouvel état d'équilibre, sans que nos sociétés soient capables de s'adapter, tout comme les écosystèmes actuels.

Ces projections contredisent une croyance populaire répandue selon laquelle la pression de l'Homme sur le changement climatique qui détruit notre planète est encore contestable, et qu'un effondrement serait alors graduel et étalé sur plusieurs siècles. L'étude conclut que nous serions avisés de ne pas transformer la surface de la Terre de plus de 50%, ou nous ne serions plus capables d'inverser ce processus.

Or, nous avons aujourd'hui atteint 43% de ces changements, en convertissant les paysages en zones agricoles et urbaines. "En un mot, les hommes n'ont rien fait réellement de significatif pour éviter le pire car les structures sociales existantes ne sont juste pas les bonnes", dit Mooers. "Mes collègues qui étudient les changements climatiques induits à travers l'histoire de la Terre sont plus qu'inquiets. En fait, ils sont terrifiés..."

Point de basculement et fonte totale de la calotte polaire du Groenland

Ce point de basculement irréversible peut être illustré par une récente simulation effectuée par Andrey Ganopolski et ses collègues du Postdam Institute for Climate Impact Research. Ceux-ci montrent qu'il suffirait d'une augmentation de seulement 1,6 °C au-dessus du niveau préindustriel pour entamer la disparition complète et irréversible de la calotte glaciaire polaire. 1,6 °C c'est beaucoup moins que les 3 °C alors admis et inférieur aux 2 °C à ne pas dépasser ! La fonte totale serait relativement rapide : 50 000 ans pour 2 °C d'augmentation (scénario devenu improbable), 8000 ans pour 4 °C (scénario vers lequel nous nous dirigeons), 4000 ans pour 6°C et 2000 ans pour un réchauffement de 8 °C. Rappelons qu'une fonte totale de la calotte glaciaire du Groenland entraînerait une hausse du niveau des mers de 7 m alors que les températures moyennes estivales au Groenland connaissent déjà des anomalies positives de 2,4 °C !

NOTES :

[1] Ce point de basculement pourrait être comparé à une personne, présente dans une embarcation sur l'eau et qui la fait tanguer dangereusement. En poussant le jeu trop loin, la barque va atteindre un point de basculement et chavirer brutalement.

Source de cet article : le site de notre-planet.info Photographie © Globaia, Planet Under Pressure, SEI, SRC, CSIRO

Daniel Mathieu

La crainte d'une nouvelle crise financière progresse !

BusinessBourse Le 14 sept 2015

La crainte d'une nouvelle crise financière progresse et il y a des signaux à ne pas négliger.

Hier Dimanche, il y a eu une coïncidence intéressante, la banque des règlements internationaux (BRI), la banque centrale des banques centrales a publié un rapport alarmiste sur les déséquilibres des pays émergents, déséquilibres qui fragilisent les marchés mondiaux et vont continuer à le faire.

Dans le même temps, le Financial Times mettait en une de son site une analyse d'un prix Nobel américain " Robert Shiller " pour qui les marchés américains sont installés à un niveau bien trop élevé. Bref, il y a une bulle et le propre des bulles, on le sait est de ne pas gonfler à l'infini.

Alors, je pourrais ajouter aussi que la note du Brésil pour emprunter sur les marchés a été dégradée Vendredi ou que la roupie indonésienne ou que le Ringitt Malaisien ont touché leur plus bas taux de change depuis 20 ans.



<https://youtu.be/ynH97-6A4Qw>

Le crédit est en panne... et les banques centrales à bout d'arguments

14 sept 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ L'avalanche de commentaires reçus suite à notre Chronique sur les salaires nous a ravi. Les réponses ont été vives... et distrayantes. Nous avons ri. Nous avons pleuré.

De nombreux lecteurs sont d'avis que nous avons accordé trop d'argent aux prêtres et pas assez aux prostituées. Nous sommes prêt à faire des compromis sur la question.

Quoi qu'il en soit, nous n'avons eu aucune plainte de la part de prostituées. De la part de docteurs, en revanche... Beaucoup nous ont écrit pour nous expliquer combien ils travaillent dur et à quel point ils seraient scandalisés s'ils gagnaient moins que les infirmières. Ils n'ont peut-être pas remarqué que nous écrivions au second degré. Mais quel plaisir, décider des salaires des autres !

"C'est l'article le plus idiot de toute l'Histoire des articles"

Nous avons même reçu un courrier d'un ex-habitant de la Yougoslavie communiste qui avait participé à un comité chargé de fixer les salaires des diverses catégories d'emploi. Il en a été si dégoûté qu'il a émigré aux Etats-Unis.

Enfin, un lecteur a probablement parlé au nom de milliers d'autres en disant :
"C'est l'article le plus idiot de toute l'Histoire des articles".

Nous sommes trop modeste pour le croire. Mais si c'est vrai, c'est un succès ! Après tout, même Larry Summers et Paul Krugman écrivent des articles. Et des docteurs aussi ! Il est difficile de croire que nous puissions faire mieux qu'eux tous.

Mais assez sur ce sujet. Nous devons passer à d'autres choses...

... Des choses comme l'effondrement de toute l'économie mondiale !

▪ **Tout part à vau-l'eau**

Oui, ça semble être en chemin. Notre ami Hense Ellis résume :

"Une nouvelle récession mondiale a commencé. L'effondrement des prix des matières premières et le ralentissement des économies émergentes mèneront inévitablement à une chute sévère de l'investissement mondial et une nouvelle hausse du chômage. De plus, la récente liquidation boursière aggrave les choses en créant un effet richesse négatif qui provoquera l'effondrement de la consommation".

Un ami, l'économiste Richard Duncan, ajoute des détails :

"L'économie chinoise ralentit rapidement.

L'économie indienne est plus fragile qu'on le croit généralement.

Le plongeon des prix des matières premières fait beaucoup de dégâts.

La chute rapide des devises de marchés émergents est déstabilisante.

Le ralentissement du commerce mondial porte un coup aux profits des entreprises.

L'excès de capacité industrielle empire.

La qualité du crédit se détériore rapidement.

La disponibilité du crédit a commencé à s'assécher et va devenir bien plus serrée."

Duncan a également une théorie sur la raison de toutes ces choses — un manque d'"excès de liquidités". Cet excès de liquidité se manifeste généralement, plus familièrement, comme de la "dette". C'est le crédit injecté dans le système et qui n'est pas absorbé par l'économie "normale". C'est du moins une manière simple de décrire le phénomène.

Vendredi, nous avons montré de quelle manière cette liquidité est apparue dans le marché de la finance immobilière. A mesure que l'argent devenait plus facile à obtenir — grâce aux taux bas et à la titrisation galopante de la dette hypothécaire — les gens ont acheté plus de maisons à des prix de plus en plus élevés. Cela a fait grimper les prix des nantissements — les maisons –, ce qui a permis aux gens d'emprunter plus encore, et au secteur de construire plus et de vendre plus à des acheteurs plus marginaux (*subprime*). La dette et les valeurs ont fait la course à la hausse jusqu'à ce que les deux s'écroulent, en 2007-2008. Les prix des maisons ont chuté — et la dette immobilière avec. Aujourd'hui, en grande partie grâce à la bulle de la Fed, les niveaux de propriété immobilière sont de retour là où ils étaient il y a près d'un demi-siècle.

La dette étudiante, la dette automobile, la dette d'entreprise — toutes sont en route vers les problèmes

Nous voyons à présent le même phénomène se produire dans d'autres secteurs. La dette étudiante, la dette automobile, la dette d'entreprise — toutes sont en route vers les problèmes.

▪ **La dette cale... le crédit aussi**

Par ailleurs, les pompes à crédit ne fonctionnent plus aussi bien que par le passé. La croissance des 20 ou 30 dernières années provenait largement — peut-être entièrement — de l'expansion du crédit. Les banques prêtaient. Les consommateurs, les entreprises et les gouvernements empruntaient. Bon nombre des commandes partaient vers les marchés en voie de développement, où les coûts

étaient plus bas. Ces économies et leurs banques centrales se retrouvaient avec beaucoup de *cash* étranger, qui était réinvesti dans des actifs US.

Une quantité croissante de l'emprunt aux Etats-Unis a fini dans les réserves de changes étrangères (généralement en dollar) entre les mains des banques centrales étrangères. Que pouvaient-elles faire avec ? Acheter plus de dette gouvernementale américaine. Faire baisser les coûts d'emprunt US. Et rendre possible une nouvelle augmentation de la dette !

On pouvait donc suivre toute la fièvre de croissance simplement en observant les réserves de change étrangères. A mesure qu'elles grimpaient, de plus en plus de gens empruntaient et de plus en plus d'argent était disponible pour l'investissement.

Mais hélas... trois fois hélas... pour l'instant, ces réserves semblent avoir touché un sommet. Dolan :

"Les réserves de change des marchés émergents ont diminué de 500 milliards de dollars environ entre mi-2014 et la fin du premier trimestre 2015, selon les données du FMI, et c'est probablement loin d'être terminé."

Deutsche Bank estimait mardi que le sommet de près de deux décennies d'accumulation de réserves avait désormais été atteint, et que les banques centrales vont, d'ici la fin de l'année prochaine, se débarrasser de jusqu'à 1 500 milliards de dollars pour compenser les fuites de capitaux".

Bien entendu, comme nous l'avons dit hier, nous ne savons rien. Même sur ce point, nous avons des doutes. Mais il semble que la fin de ce cycle soit visible. Soyez prudent.

« La finance a peur » !

septembre 13, 2015/ [Articles des éconoclastes Philippe Béchade](#)

Un marché qui doute... au bord de la déroute ?

« La finance a peur »... ce détournement parodique de la célèbre phrase d'ouverture de Roger Gicquel (en guise d'entame du « 20 heures » de TF1 du 18 février 1976) résume pourtant le ressenti de nombre de gérants depuis qu'une « prise de conscience » du ralentissement chinois s'est opérée mi-août, déclenchant la capitulation de -10% du 18 au 24 août.

Oui, « la finance a peur » car après la désintégration du confortable mensonge concernant une croissance « autour de 7% » en Chine, après la constat d'un Brésil au bord de la récession puis du chaos politique et social (avec une dette abaissée à « Junk bond » par Moody's), après la multiplication des appels à poursuivre une politique de taux zéro aux Etats Unis en attendant que les turbulences se calment, **quel va être le prochain mensonge à voler en éclat ?**

Nous voyons avec satisfaction se lézarder celui concernant les vertus miraculeuses des « quantitative easing », avec cet aveu d'un des bras droit de Mr Kuroda (patron de la Bank of Japan) que les injections massives de liquidités n'ont atteint et n'atteindront aucun des buts visés par les « Abenomics » et que faire tourner la planche à billet de manière encore plus intense « n'aura quasiment aucun effet mesurable » (et ce qui vaut pour le Japon vaut également pour les Etats Unis ou l'Europe).

Le « quasiment » concerne les marchés pour lesquels les « shoots » d'argent frais provoquent des accès d'euphorie du fait d'une déconnection encore plus radicale par rapport à la réalité conjoncturelle.

La dure réalité qui fuit le marché depuis 5 ans, c'est le ralentissement inexorable du taux de circulation de l'argent depuis le 1er « QE » de Bernanke, puis la formation de bulles d'actifs financiers (ou immobiliers comme à Londres).

Mais d'un point de vue plus terre à terre, l'épicentre des préoccupations c'est d'abord la déconfiture des « BRICS »: la Chine et le Brésil viennent aujourd'hui en tête de liste tandis que l'Afrique du Sud connaît la plus sévère dégradation depuis 3 ans mais c'est ce pays qui inquiète le moins les investisseurs (éloignement géographique oblige ?).

L'Inde vient par contre de déclencher un déferlement de commentaires « permabullesques » -idiots- en annonçant 7% de croissance le 10 septembre.

Ah, la magie du chiffre « 7 »... mais c'est juste 20% en deçà des prévisions des économistes en début d'année (avec ce slogan qui fait désormais froid dans le dos: l'Inde... la future Chine)

Et puis il y a la Russie dont le PIB pourrait se contracter de -3,5% cette année (selon la dernière estimation du Kremlin), ce qui pourrait priver l'Europe de 80MdsE de recettes d'exportations, sans compter la désertion des touristes russes.

En appliquant une petite « règle de 3 » (ratio PIB sur nombre de salariés), une perte de 80MdsE d'activité, cela représenterait entre 1,8 et 2 millions d'emplois perdus au sein de l'UE à l'horizon fin 2016 (dont 500.00

pour la seule Allemagne).

Alors, si nous additionnons :

- la perte de PIB imputable à la Russie (de -0,25% à -0,5%)
- le ralentissement de la demande chinoise,
- la chute des exportations européennes vers les pays qui fournissent des matières premières et du pétrole à la Chine,
- la possible banqueroute du Brésil malgré la perspective des jeux olympiques en 2016,
- la perte de pouvoir d'achat des monarchies du Golf dont la politique pétrolière entraîne...
- l'anéantissement du « shale oil » américain, principal moteur de la croissance US depuis 5 ans,

alors oui, nous pouvons comprendre que le marché ait peur.

Mais ce qui fait le plus peur... c'est l'idée que les banques centrales puissent « perdre la main ».

Elles l'ont pourtant perdue depuis longtemps sur le front économique avec un taux de rotation monétaire à l'agonie, une croissance anémique achetée à crédit, des pays émergents désormais submergés par la récession... et une progression inexorable des pressions déflationnistes dans les pays développés.

La grande nouveauté -et c'est de loin la plus redoutable- c'est que le « Marché » se met à douter que les banques centrales puissent immuniser éternellement Wall Street contre les turpitudes de Main Street.

Ph.Bechade

La dernière d'Attali...

Patrick Reymond 14 septembre 2015

Attali correspond finalement pile/poil à un maréchal de France de Louis XV. On disait de lui que "bien qu'employé toute sa vie dans le militaire, il n'y connaissait absolument rien".

On ne pouvait pas mieux dire. (Et en plus, j'aime bien taper sur les déclarations d'Attali. Je sais c'est du facile, mais on ne se refait pas).

Pour Attali, donc, " «Les réfugiés vont faire de l'Europe la première puissance du monde» ". Monsieur Attali, donc, ne comprend absolument rien à l'économie, bien

que, soi-disant, il en ait fait toute sa vie.

L'économie, à la base, c'est la transformation. Pour Braudel, l'homme est assez peu productif, mais il augmente vite cette productivité, grâce à des inventions simples, et puis, par des sources d'énergies, qui multiplient facilement le travail humain, par 200.

Seulement, comme monsieur Attali est incompetent, il parle, ou plutôt fait du bruit, parce qu'à la base de l'économie, il ignore, visiblement, qu'il y a la production d'énergie. Et il faut les lui rappeler.

- Le gisement de mer du nord, gazier et pétrolier, est mourant. l'investissement va y être réduit de 80 %. Le dit gisement est sur le déclin, tant pour le gaz que pour le pétrole. Les forages permettaient de limiter le déclin, mais là, il va être ultra-rapide, mais le gisement va durer plus longtemps. C'est quasiment, la seule source autonome de production d'énergie européenne. Avec le charbon, dont les derniers producteurs sont allemands, et polonais. Les allemands produisent surtout, d'ailleurs, du lignite. Et du renouvelable. Le renouvelable est en train de devenir, d'ailleurs, la seule source d'énergie du continent européen.

- les consommations d'énergies se rétractent à grande allure, ce qui indique un effondrement en cours du continent. Comme je l'avais précisé, les marches d'escaliers en LLLL. Le V n'existera pas, parce que l'énergie n'est plus là.

La consommation de gaz, baisse depuis 2005, celle de pétrole depuis 2006, [l'électricité depuis 2010](#), c'est à dire que les ménages économisent sur le chauffage, avant de devoir économiser sur le transport. L'industrie, elle, est mal en point, avec une Allemagne qui fait glorieusement une croissance de 0 %, et tous les autres qui régressent, sauf les pays de l'est qui avaient le bon goût d'avoir une main d'oeuvre très bon marché, pas l'euro, etc... Encore faut il nuancer, et signaler la disparition de l'industrie roumaine, remplacée par quelques usines sous-traitantes européennes. Mais c'est loin de compenser.

A cela, il faut ajouter le fait d'avoir indiqué aux russes (30 % de la production mondiale de gaz), d'aller se faire voir, ce qu'ils ont fait, en allant voir les chinois. Chose d'autant plus surréaliste que les russes eux mêmes ont, semblent ils atteint leur pic gazier, et devront choisir les clients qu'ils voudront satisfaire. Nulle doute, aussi, que l'élément politique pèsera lourdement dans le choix du dit client.

- je rappellerai aussi Paul Bairoch. Le continent européen s'est développé autour des sources européennes d'énergies, qui laissent loin, très loin, derrière le pillage des colonies comme source de financements. Les pays colonisateurs, d'ailleurs, étant plus plombés par les dites colonies, que propulsés par elles. Le fait que

certains pays soient déficitaires, comme France, Suède et Espagne, pour le charbon, n'empêchait pas un excédent charbonnier global, s'exportait dans le monde. Simplement, les pays "pauvres", avaient une efficacité énergétique sans comparaison avec les pays richement dotés.

La baisse, donc, de la [consommation énergétique](#), en Europe, indique donc [un effondrement](#) économique global, particulièrement fort en Europe du Sud. Passant de 1832 millions de Tonnes équivalent pétrole (2006), à 1666 (2013), soit 9 %. On peut penser que les gains d'efficacité concernent 3 %, et que ma déroute économique fait le reste. Bien entendu, un effondrement peut commencer très doucement, s'accélérer et terminer à la verticale.

Bien entendu, on ne citera pas le cas français, où [l'indépendance énergétique](#), soi-disant à près de 50 %, est en réalité réduite à l'hydro-électricité et au renouvelable, c'est à dire, 10 %. Sans compter les 2/3 de la production nucléaire ne sert qu'à chauffer sans usage... Les 135 millions de TEP (tonnes équivalents pétrole), se réduisant à 38 après les pertes de charges...

- L'inéluctabilité d'une immigration est donc basée sur un dogme. L'Europe, est, "pour toujours", un continent développé et riche. Le reste est voué, pour l'éternité, à la misère. Ce genre d'affirmation, ça ne serait pas un peu du racisme politiquement correct ?

- Des "migrants", donc, n'ont strictement aucune chance d'intégration économique, sauf à prendre un nombre de places sur une population active en réduction et en souffrance. Donc, l'augmentation de la misère, dans des tranches de populations déjà misérables.

- A l'intérieur, le traité Tafta va sans doute entraîner la disparition ou la vente des HLM, à des sociétés financières, la forte poussée des loyers, et à terme leur délabrement, renvoyant les populations vers le "social de fait". Ou les caravanes.

Le dit Attali, sur un autre bord, prédit une [guerre généralisée](#). Il faudrait donc qu'il soit un peu cohérent. L'effondrement final de l'empire américain peut aussi priver les guerres en cours de leur combustible. Le cas de l'effondrement de l'URSS, nous donne d'ailleurs la clef. La Russie a restauré l'état. L'Ukraine s'enfonce dans le désordre. Mais la Russie peut absorber ses russophones. Elle ne manque pas d'énergies fossiles. Elle sera la dernière à en avoir encore.

Les gens, nombreux, qui ont du mal à payer le loyer, et à manger, qui sont nombreux dans notre pays, comme l'indique certains lecteurs, seront ravis de faire la charité, à de pauvres riches, capables de payer des milliers de dollars et d'euros, pour émigrer...

On voit mal, aussi, en cas de guerre généralisée, des populations continuant à migrer...

Pour les nouvelles de l'étranger, on peut citer, une Chine qui a une progression de sa consommation d'énergie de... 0%, et une croissance économique de 7.5 %. Les mauvaises langues diraient de chercher l'erreur ? 7.5 % de différence entre croissance et croissance de la consommation d'énergie ? Si on savait faire de tels gains d'efficacité en une seule année, ça se saurait. 1 %, c'est vraisemblable, 2 %, c'est beaucoup plus dur, 7.5 % impossible.

Jeremy Corbyn est élu à la tête du Labour, en Grande Bretagne. Il était réputé n'avoir aucune chance. Pour les partis "de gouvernement", "raisonnables", c'est la montée aux extrêmes, en Europe. En réalité, ce sont eux les extrémistes. Jeremy Corbyn est réputé "archaïque". Il l'est, par certains côtés. Mais pas ceux qu'on croit. Il l'est pour l'accueil des migrants, et il l'est pour la relance de la production charbonnière. Si la production charbonnière, tuée par Margaret Thatcher, était encore largement viables (2/3 de puits étaient rentables), ils l'ont été pour faire place et donner un débouché à la production gazière de la mer du Nord, ce qui n'est plus d'actualité aujourd'hui, mais réhabiliter des puits vieux de 30 ans, c'est sans doute impossible, surtout que les puits anglais étaient profonds. Ils ont été, depuis, écroulés, et inondés. Mais d'une manière générale, les votants pour Corbyn, comme ceux pour "the Donald" Tusk, votent pour lui, parce que les oligarques le haïssent, et font campagne contre lui. A l'image de Eltsine, au moment où il a été élu président de Russie, le Kremlin lui avait opposé toute la gamme possible d'outsiders... Ici aussi, les outsiders n'ont pas manqué. Il les a écrasés. On atteint largement le stade de 50 /50. La moitié de la population soutenant encore le système, et 50 % s'y opposant. Ratio qui se retrouve dans les pour et les contre l'accueil des migrants.

La montée des "partis protestataires", est inéluctable. Elle est liée à l'écroulement économique, concomitant à la baisse des consommations énergétiques, beaucoup plus rapide que la modernisation des productions et consommations, parce que la classe dirigeante est nourrie financièrement par l'énergie, via le CAC40, totalement constitué d'entreprises liées à l'énergie. Elle n'entend donc pas diriger une évolution, qui va à l'encontre de ses intérêts. Encore un peu de temps, monsieur le bourreau.

D'ailleurs, le changement risque, comme je l'ai dit, se produire dans un contexte "Russie-Lénine 1917" où le changement arrive, SUITE à l'effondrement de l'économie russe, en 1916. Les soviets n'ont pas détruits l'économie russe. Elle était détruite jusqu'au sol avant.

Dans la parti cocasse, d'ailleurs, des niouzes des USA. Les 4 millions de barils /jour obtenus s'avèrent, de plus en plus, un mirage. Un coûteux mirage, et les opérateurs ne sont même pas en mesure de payer les intérêts de leurs emprunts... Comme ces 4 millions de barils sont quasiment la seule progression de production observée dans le monde, tirez en la conclusion voulu.

Prix du pétrole bas: les causes et les conséquences

Charles Sannat 13 septembre 2015

C'est une analyse d'Isabelle Chaboud concernant la chute des prix du pétrole que je relaie ici. C'est un élément de réflexion de plus. Simplement gardez bien à l'esprit que les prix du pétrole sont un des éléments essentiels de l'économie mondiale, enfin de la stabilité de l'économie mondiale.

Ce n'est pas juste une question de prix pour une question de prix. Plus le pétrole est cher plus l'industrie du gaz de schiste US est capable d'être viable et donc de ne pas faire éclater une bulle de crédit sans précédent.

Plus le pétrole est cher, plus les excédents financiers sont importants. Et plus ils sont importants, plus ils sont recyclés et permettent de financer l'endettement des états sous la forme d'achats d'obligations d'états par exemple.

Charles SANNAT

Le pétrole a chuté de près de 60% depuis juin 2014. Le cours du baril de pétrole demeure toujours sous la barre des 50 dollars au 9 septembre. Quels en sont les facteurs explicatifs et quelles sont les conséquences au niveau mondial?

Isabelle Chaboud

Professeur au département Gestion Droit Finance de l'Ecole de Management de Grenoble

Selon nous, trois facteurs principaux expliquent cette chute.

Une offre trop importante: L'Arabie Saoudite, premier producteur et exportateur de l'Opep, refuse de réduire ses quotas de production depuis février 2015. En même temps, la production américaine, notamment de pétrole non conventionnel (schiste), franchit des seuils record.

Un ralentissement de la demande

L'Index de production manufacturière chinois annoncé fin août est à son plus bas niveau depuis six ans. Le ralentissement du secteur manufacturier implique

forcément une contraction de la demande en énergie. Or d'après la Coface, en mars 2015, la Chine est le premier consommateur mondial avec 12% de la production mondiale.

L'arrivée anticipée du pétrole iranien sur les marchés internationaux En juillet 2015, six grandes puissances, l'Allemagne, la Chine, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie, ont signé un accord avec l'Iran. Cet accord devrait être entériné très prochainement et impliquerait une levée des sanctions économiques envers l'Iran. Sans aucun doute, cela conduirait l'Iran à exporter à nouveau son pétrole. De nombreux pays (France, Italie, Royaume-Uni...) ont déjà entamé des visites à Téhéran dans l'espoir de voir les échanges ou les investissements reprendre. Il est difficile de prévoir quel sera l'impact de l'arrivée du pétrole iranien sur les marchés internationaux, néanmoins, la Banque mondiale a indiqué dans un rapport du 10 août 2015 que « le retour complet de l'Iran sur le marché international pourra apporter un million de barils supplémentaires par jour, réduisant le prix de 10 dollars par baril l'an prochain ».

Par ailleurs, cette baisse des cours du pétrole a des effets dans le monde entier

Des effets positifs modérés

Le pétrole à bas prix devrait être une bonne chose pour les pays qui ne vendent pas de pétrole, or ce n'est pas véritablement le cas car plusieurs pays ou zones ont connu une dévaluation de leur monnaie, ce qui atténue les effets positifs potentiels de la baisse du pétrole. Par exemple, l'euro a perdu 10% par rapport au dollar depuis début 2014. En juin, le yen était à son plus bas niveau depuis 12 ans face au dollar. La Chine vient d'enclencher trois dévaluations successives du yuan... En outre, la fiscalité nationale sur les produits pétroliers fait que le consommateur final ne bénéficie pas systématiquement de l'intégralité de la baisse des cours (France, Chine, Inde).

D'après Bloomberg, Le Japon, troisième économie mondiale, qui pourrait bénéficier de cette baisse des prix du pétrole, affiche une « production industrielle en baisse de 15% par rapport au pic de 2008. L'Allemagne, quatrième plus importante économie, ne croit que de 1,7% par an, pendant que les pays de la zone euro affichent un taux de chômage de 11%. »

Y-a-t-il vraiment des gagnants? Mis à part les ménages américains qui ont réussi à réduire leurs dettes depuis la crise financière et bénéficient d'un taux de chômage de 5,1%, leur permettant à présent de profiter des fruits de leur travail avec un prix du baril en retrait et donc répercutant une partie de ces gains dans les dépenses de consommation, la zone euro et le Japon ne bénéficient que partiellement de la baisse du pétrole.

Par contre, la baisse des cours du pétrole a surtout des conséquences négatives à l'échelle mondiale.

Des effets négatifs démultipliés

Au niveau macro-économique, tous les pays producteurs et exportateurs de pétrole sont touchés mais à des degrés différents.

L'Arabie Saoudite cherche à faire des coupes dans son budget. Le gouvernement envisage sérieusement de retarder ou d'annuler le lancement de projets non prioritaires. Des bons du trésor et des obligations conformes à la loi islamique ont été émis pour financer son déficit budgétaire. Selon le FMI, l'Arabie Saoudite, dont les rentrées financières proviennent à plus de 90% des ventes de pétrole, pourrait même annoncer un déficit budgétaire avoisinant les 20% de son PIB cette année.

D'autres pays sont extrêmement fragilisés, à l'instar du Venezuela ou de l'Algérie (70% des rentrées du pays). Selon un article de la Tribune du 8 septembre 2015, le Venezuela, « dont 96% des recettes d'exportation proviennent de la vente de l'or noir » est « financièrement au bord de l'asphyxie ». En effet, d'ici la fin de l'année, le pays « doit rembourser une dette cumulée de 5,6 milliards de dollars et de 12 milliards de dollars en 2016, selon les calculs de l'agence Bloomberg ». Et Joe Kogan, analyste chez Scotiabank « prévoit que si la situation ne change pas, la république bolivarienne sera en faillite en avril prochain ». Jusqu'à présent, le Venezuela bénéficiait du soutien financier de Pékin. Le pays a en effet reçu près de 45 milliards de dollars de la Chine au cours des dix dernières années, mais la Chine étant confrontée à un ralentissement de son économie et donc de sa demande en pétrole, elle ne pourra plus soutenir le Venezuela dans les mêmes proportions. Les Vénézuéliens sont les premiers touchés par la chute des rentrées financières dans le pays et par l'inflation préoccupante. Certains estiment que l'inflation pourrait atteindre les 150%. La chute du bolivar face au dollar a encore contribué au renchérissement des prix des importations. Le FMI attend 3,4% de contraction de l'économie russe en 2015 et précise que « d'importantes incertitudes persistent concernant les cours du pétrole ». Le Brésil n'est pas en reste, englué dans le plus grand scandale de l'histoire du Brésil avec les révélations de corruption concernant Petrobras (la plus grande entreprise du pays et entreprise pétrolière), c'est toute la classe politique et l'économie qui sont fragilisées. L'économie brésilienne est en plus très affectée par la baisse du cours des matières premières.

Au niveau micro-économique, la plupart des entreprises pétrolières voient leur cours de bourse chuter (BP, Exxon, Total...). Aux Etats-Unis, les entreprises qui

exploitent le gaz de schiste et dont le coût de forage est nettement supérieur aux coûts d'extraction des pétroles conventionnels, font des pertes pour la plupart. Le 7 septembre, Euronews a annoncé la suppression de 5500 postes dans le secteur pétrolier et gazier de la Mer du Nord depuis 2014.

Au vu de ces éléments, le pétrole à bas prix semble surtout avoir des conséquences négatives au niveau macro-économique: pays producteurs et exportateurs mais également au niveau micro-économique: entreprises pétrolières. Dans ce contexte, des mouvements de concentration dans le secteur pétrolier sont inévitables à moyen terme. Se rajoutent à cela les risques géopolitiques qu'il faudrait aussi prendre en compte et l'arrivée probable du pétrole iranien dès mi-2016 dont l'impact reste difficilement quantifiable à ce jour.

Nicolas Maduro, le président vénézuélien, a exhorté l'Opep à se réunir pour réduire les quotas de production. Malgré les difficultés rencontrées, l'Arabie Saoudite ne semblait pas prête à renoncer à sa part de marché sans concession d'autres producteurs, il semblerait toutefois que l'Arabie Saoudite ait fait un premier pas en réduisant ses quotas de production en Août. Reste à savoir si l'initiative permettra de donner un petit coup de pouce au cours du brut?

Lire la suite: <http://fr.sputniknews.com/opinion/20150911/1018104076.html#ixzz3ldJlfLj4>

Goldman Sachs: 'le cours du pétrole pourrait tomber à 20 dollars l'année prochaine'

par Mylène Vandecasteele · 14 sept. 2015 Express.be

Les analystes de Goldman Sachs pensent que les cours du pétrole continueront de baisser l'année prochaine, et qu'ils tomberont peut-être même à 20 dollars. Selon eux, le marché du pétrole est pire qu'on ne l'imaginait. Ils se réfèrent à la surproduction dans les pays de l'OPEP, à la levée des sanctions économiques contre l'Iran, ce qui devrait permettre à ce pays de faire son retour sur les marchés internationaux du pétrole d'ici la fin de cette année, à l'offre croissante de l'industrie du gaz de schiste américain, le tout combiné à la baisse de la demande mondiale, et des problèmes en Chine.

Le cours du pétrole oscille actuellement autour de 48 dollars, comparativement à 115 dollars en juin 2014. Le mois dernier, le prix flirtait même avec les 42 dollars.

Goldman Sachs s'attend à un cours de 49,5 dollars pour l'année prochaine, mais la banque ajoute que le cours pourrait même chuter à 20 dollars, si la Chine ne parvient pas à remettre de l'ordre dans ses affaires.

L'Agence internationale pour l'énergie (AIE) a une vision différente, et s'attend à ce que l'OPEP réduise sa production, tandis que l'offre devrait chuter aux États-Unis, ce qui devrait pousser les cours à la hausse l'année prochaine.



«La Banque Mondiale et le FMI s'alarment d'une hausse des taux aux USA. Vous allez vous faire tarter »!

Charles Sannat 14 septembre 2015

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Panique et agitation !

Voici ce que redoute la Banque Mondiale comme vous pourrez le voir dans cette traduction rapide, synthèse de cet article en anglais de notre toujours aussi excellent Telegraph (je sais je me répète, mais c'est vraiment un journal à suivre pour sa qualité et la pertinence des informations traitées).

Mais il n'y a pas que la Banque Mondiale qui s'inquiète, il y a également le FMI qui s'exprimait il y a quelques jours à travers sa Directrice Générale Christine Lagarde, qui disait en substance « qu'attendre » un peu plus n'allait pas nuire ni à la santé, ni à la croissance économique mondiale.

Pourtant chaque crise économique est la conséquence d'une remontée des taux de la FED !

Etant d'un esprit un peu chagrin, et ayant quelques connaissances économiques (juste un peu) mais aussi un peu de mémoire enfin, bref, je voulais juste attirer votre attention sur un élément que vous serez parfaitement capable de vérifier par vous-même si l'idée saugrenue (mais parfaitement légitime et pertinente) de ne pas me croire vous venait à l'esprit (genre « je doute donc je suis », démarche

qu'évidemment je recommande à toutes et à tous !!).

Bon partons depuis la crise de 1929 qui est le point de départ de l'économie moderne, je vous ferais grâce des crises économiques des années 1700, on s'en fiche quelques peu.

1929

Je vous la fais courte, ceux qui veulent la version longue, vous irez consulter notre meilleur ami « Google ».

1929, tous les américains spéculent à crédit sur la bourse. Ils achètent des actions qui montent avec de l'argent qu'ils n'ont pas (en Chine ils font la même chose actuellement d'où quelques menus problèmes sur la bourse de Shanghai). Plus ils achètent, plus la bourse monte, plus ils empruntent pour acheter plus (genre la soupe est trop bonne) et plus ça monte encore donc plus ils empruntent « et toussa et toussa »... cercle vertueux qui se transforme vite en cercle vicieux.

Bon à l'époque les américains sont déjà en taux variables. Pour calmer la spéculation, la FED à l'époque décide donc d'augmenter ses taux d'intérêt rendant le crédit de plus en plus cher. Elle calme tellement les ardeurs qu'elle fait exploser la bulle spéculative de Wall Street et provoque donc consciemment et sciemment le krach de 1929... si, si je vous assure.

1987

Faisons un bond dans le futur... 1987. Je m'en souviens encore. Oui j'étais petiot, enfin pas tant que ça, je devais avoir douze ans, suffisant moi qui trainais toujours avec les adultes pour sentir que mon grand-père venait de se faire royalement « tarter » sur ses actions détenues au Crédit-Agricole... Bon il n'était pas ruiné le pépé, mais c'était limite quand même, du coup ambiance lourde chez les grands-parents, surtout que l'arrière-grand-père lui avait été totalement ruiné par la guerre (la 2ème).

2000

Bref, le krach de 1987 vous savez pourquoi il a lieu... allez, oui dites-le... c'est ça ! La FED augmente ses taux jusqu'à ce que krach, boum, hue... si, si je vous assure, je n'y suis pour rien moi, demandez à « Google »... (en plus on ne peut pas accuser Google qui est américain tout de même d'anti-américanisme primaire).

Allez, je vous emmène, en 2000, oui, c'est ça le krach des nouvelles technologies, je m'en souviens bien celui-là. J'avais 25 ans. Après le « tartage » en règle de l'arrière pépé, du pépé, et bien c'était le tour du « petit, petit fillot » de se faire

avoir. Bref, là c'était pour ma pomme. Remarquez vaut mieux apprendre à 25 piges pas encore marié et sans gosse si vous voyez ce que je veux dire. La FED m'a bien fait « expérimenter » une augmentation de taux d'où l'empapaoutage en règle de la valeur liquidative de mon PEA (comprendre Charles y'en a plus avoir pognon).

Oui parce qu'à cette époque l'action France Telecom (les PTT) vaut 200 euros pièce... ne regardez pas le prix maintenant j'en avais plein (snif, snif, snif...) et la FED trouvait officiellement qu'une bulle était en train peut-être de se former, alors « keske cé t'y » donc qu'elle fait la FED ?

Allez je vous le donne en mille... ben oui, elle augmente ses taux... et vous savez ce qu'il se passe ? Bing, bang, boum patatras, dans ta tête le Charles et abracadabra, plus de PEA... et ils sont où les sous du Charles ? Disparus, envolés.... Crise connue sous le nom « explosion de la bulle internet »... moi je m'en souviens sous le nom de la crise où j'avais perdu 80% de mes économies... remarquez moi je ne suis pas comme la FED, j'apprends de mes erreurs...

2007

Allons en 2006.... Voui, vous savez, l'immobilier il a ses prix qui montent, qui montent, comme la petite bête dans le cou de mes enfants... (sauf que ça fait moins marrer ceux qui perdent leur sousous). Alors le gouverneur qui gouverne le gouvernail de la FED, il a une idée géniale, la même que tous ses prédécesseurs... « je vais augmenter les taux pour éviter une bulle ».

Alors il augmente les taux, les américains arrêtent d'acheter de l'immobilier, ceux qui ont des crédits doivent payer plus cher, donc ils revendent vite leur maison avant de ne plus pouvoir payer faisant baisser les prix... cela porte le nom de « crise des subprimes » et c'était en 2007 !! si, si je vous assure, je n'y suis pour rien moi, demandez à « Google »....

Janet Yellen veut monter les taux... c'est inéluctable !

Et vous savez ce qui va se passer ? Vous allez vous faire tarter, comme en 1929, en 1987, en 2000, en 2007... Une augmentation des taux fait éclater les bulles et le problème c'est que des bulles on en a un paquet... donc ça peut potentiellement faire très, très mal...

Alors que dit la Banque Mondiale dans son article ?

« Une hausse des taux de la Réserve fédérale pourrait provoquer la panique et l'agitation », avertit la Banque mondiale. (Je ne vois pas pourquoi dites-vous donc...)

Du coup l'économiste en chef de la Banque mondiale exhorte la banque centrale américaine de retarder la hausse des taux. (Ha bon ?)

« Une hausse prématurée des taux de la Fed pourrait menacer les marchés émergents du monde, dont beaucoup ont de grandes quantités de dettes libellées en dollars ». (Non... pas possible !)

Et cela continue comme ça pendant une page entière pour vous expliquer que si on monte les taux, et bien les mêmes causes produiront les mêmes effets... Krach boum hue...

Christine Lagarde invite la FED à temporiser la hausse des taux

Oui d'ailleurs, même Christine Lagarde le dit... heu et si on attendait un poil de plus hein ? Façon polie de dire si vous augmentez maintenant et bien les mêmes causes produiront les mêmes effets... Krach boum hue...

Madame Christine a même dit : « Le FMI pense qu'il est préférable de s'assurer que les indicateurs économiques sont absolument confirmés, qu'il n'y a aucune incertitude, ni sur le front de la stabilité des prix, ni sur le front de l'emploi et du chômage, avant qu'elle prenne effectivement cette initiative »....

Alors la FED va-t-elle monter ses taux ? Je n'en sais rien, mais si elle le fait... krach, boum, hue et tout le monde le sait et connaît le résultat à l'avance. Si la FED monte les taux autrement que symboliquement c'est qu'elle veut créer de toute pièce une nouvelle crise.

Alors, en attendant, préparez-vous, il est déjà trop tard !

[Une image pour se rendre compte des besoins de la Chine en matières premières](#)

Le pourcentage indiqué pour chaque matière première est celui du poids de la Chine dans la consommation mondiale de cette matière. Ainsi 54% de l'aluminium mondial est consommé par la Chine.

Si le poids de la Chine est aussi important c'est avant tout parce que la Chine reste encore l'usine du monde. Il faut donc alimenter d'un côté « l'usine-Chine » par un afflux de matières premières que la Chine transforme en produits plus ou moins bien finis.

Logiquement donc, lorsque les besoins chinois fléchissent, les cours des matières premières s'effondrent!

Charles SANNAT

CHINA CONSUMES MIND-BOGGLING AMOUNTS OF RAW MATERIALS

...and that's why slowing growth may continue to cause headaches for commodity producers



visualcapitalist.com



Courtesy of: [Visual Capitalist](http://visualcapitalist.com)

[Communiqué incendiaire de la Chine sur les instances mondiales](#)

Vous pourrez prendre lecture ci-dessous d'une dépêche de l'agence de presse Xinhua qui ressemble bien plus à un communiqué officiel de Pékin qu'un article.

La Chine explique donc, que toutes ses actions n'ont en aucun cas l'objectif de remplacer les instances mondiales internationales actuelles.

Sauf que quand on lit cette dépêche les autorités chinoises ne sont pas tendre. Exemples?

« Si les contributions des économies émergentes ne sont pas visibles dans le système financier international, cela signifie que ce système est toujours contrôlé par une poignée de pays développés, ralentissant des solutions qui permettraient de résoudre beaucoup de problèmes financiers majeurs ».... oups ce n'est pas très gentil!

« A la différence des institutions multilatérales qui imposent souvent des conditions politiques à leurs offres de services, les initiatives chinoises sont ouvertes et participatives »... Là non plus ce n'est pas très gentil, mais c'est très vrai également. Si l'on prend l'exemple du FMI l'institution intervient rarement (pour ne pas dire jamais, c'est juste une formulation) sans exiger de privatiser des pays entiers.

Charles SANNAT

BEIJING, 13 septembre (Xinhua) — Récemment, les médias occidentaux ont

accusé la Chine de tenter de remplacer avec un « plan B » le système financier international actuel, dirigé par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

Il est vrai qu'en plus de l'établissement du Fonds de la Route de la soie, la Chine a également proposé la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) et est impliquée dans la Nouvelle Banque de développement (NBD) avec d'autres membres des BRICS. Ces étapes, ne signifient pourtant pas que la Chine tente de forger son propre système. Elle ne pourrait pas le faire.

La Chine a soutenu activement le système financier international. Les initiatives lancées par la Chine visent à compléter un système entravé par l'impuissance administrative.

La crise financière mondiale, qui est le résultat de la crise des subprimes aux Etats-Unis en 2007, persiste avec des dettes et des défauts de paiement souverains aboutissant à un environnement économique fébrile en Europe.

En Asie, toutefois, il existe une très forte demande de financement en matière d'infrastructures.

Selon les statistiques de la Banque asiatique de développement (BAD), entre 2010 et 2020, la région Asie-Pacifique aura besoin d'un investissement d'environ 8.000 milliards de dollars pour améliorer ses infrastructures. Pourtant, la BAD n'est capable de fournir qu'environ 10 milliards de dollars par an.

La BAII, avec un capital initialement souscrit de 50 milliards de dollars, complète ainsi les institutions financières multilatérales existantes. En comblant le fossé entre l'offre et la demande sur le marché monétaire international, elle peut acheminer les fonds là où la demande est forte.

Il n'y a donc aucune raison pour que la BAII ne puisse coexister en paix avec les autres multinationales, qui opèrent également en Asie, d'autant plus que leurs efforts se concentrent sur la réduction de la pauvreté.

Les actions de la Chine montrent que le pays s'efforce d'augmenter la participation des économies émergentes dans la finance internationale.

Les économies émergentes représentent 30% de la production économique mondiale, en hausse de 7% par rapport à 2000.

Si les contributions des économies émergentes ne sont pas visibles dans le système financier international, cela signifie que ce système est toujours contrôlé par une poignée de pays développés, ralentissant des solutions qui permettraient de résoudre beaucoup de problèmes financiers majeurs.

A la différence des institutions multilatérales qui imposent souvent des conditions politiques à leurs offres de services, les initiatives chinoises sont ouvertes et participatives. Elles offrent des alternatives aux économies qui luttent pour résoudre des problèmes financiers.

L'ONU clarifie les principes applicables aux questions liées à la dette souveraine

L'ONU vient d'adopter une « résolution visant à établir un ensemble de principes clairs pour la gestion et le règlement des crises financières, notamment l'obligation pour les débiteurs et leurs créanciers de coopérer si nécessaire afin de parvenir à un réaménagement consensuel de la dette des Etats souverains »...

C'est une bonne nouvelle pour les contribuables et citoyens des très nombreux pays surendettés dans un environnement de faible croissance qui ne permettra pas le remboursement de ces montagnes de crédits. C'est une moins bonne nouvelle pour les épargnants qui devraient y voir une nouvelle alerte sur la pérennité de leurs placements y compris voir surtout obligataires qui ne sont pas garantis.

Ce texte a été adopté par 136 voix pour et 6 voix contre... et vous savez quels sont les coupables qui veulent que tous les citoyens du monde entier soient hypothéqués pour les siècles des siècles?

L'Allemagne, le Canada, les États-Unis, Israël, le Japon et le Royaume-Uni. C'est beau tout de même ces grandes démocraties qui mettent avant toutes choses l'intérêt supérieur des êtres humains.

Charles SANNAT

Michael Lewis: la Bourse est truquée !

BusinessBourse Le 14 sept 2015



Dans son dernier livre intitulé “Flash Boys”, le journaliste américain Michael Lewis accuse les traders à haute fréquence de manipuler Wall Street.

Selon le journaliste américain Michael Lewis, la Bourse de New York serait truquée, au profit d'automates bourrés d'algorithmes qui achètent et vendent à la vitesse de la lumière, grugeant au passage les petits investisseurs... Zoom sur des pratiques boursières qui dérangent.

“Quiconque investit en Bourse est une proie pour les traders à haute fréquence !” Lâchée tout récemment dans une interview sur la chaîne américaine CBS, la petite phrase de Michael Lewis n'a pas manqué sa cible. En comparant les investisseurs traditionnels à de frêles oiseaux pour le chat, l'ancien courtier de Wall Street a relancé outre-Atlantique le débat sur les méfaits présumés du courtage électronique à grande vitesse.

Pour lui, cela ne fait aucun doute : les cours de la Bourse américaine (NYSE, Nasdaq, etc.) sont systématiquement faussés par ce que dans le jargon on appelle le high frequency trading, c'est-à-dire le trading à haute fréquence, ces programmes informatiques complexes qui prennent tout le monde de vitesse en achetant et en vendant des actions, des devises, des produits dérivés, des matières premières, bref, n'importe quel instrument financier. En quelques millièmes de secondes, soit bien plus vite qu'un clignement d'oeil.

Argent, vitesse et technologie Auteur de livres à succès sur les coulisses de la finance, Michael Lewis n'en est pas à son premier coup d'essai. Ex-trader reconverti dans le journalisme et l'écriture, il s'est rendu célèbre avec des ouvrages comme *Liar's Poker* en 1989 ou *The Big Short* en 2010 (sur la crise des crédits à risque).



Wall Street : vers un chaos inévitable <https://youtu.be/Pu1IGLTgUnI>

Dans *Flash Boys*. A *Wall Street Revolt*, il nous livre cette fois-ci une critique acerbe de l'univers du trading à haute fréquence. Un univers, écrit-il, qui n'a plus rien à voir avec celui de la finance à l'ancienne, celui des courtiers classiques et de Gordon Gekko, héros du film *Wall Street* d'Oliver Stone (1987). “Les marchés financiers ont changé trop rapidement, au cours de la dernière décennie, par

rapport à la représentation mentale que nous nous en faisons encore. L'image des courtiers traditionnels aux vestons de couleur, hurlants les uns avec les autres, est dépassée. Aujourd'hui, les échanges boursiers ne se font plus sur le floor du New York Stock Exchange ou sur les différents marchés de Chicago, mais au départ de boîtes noires logées dans des immeubles bien gardés situés dans le New Jersey ou à Chicago. Ce qui se passe dans ces boîtes noires ? Personne ne le sait exactement. Même pas les experts. Dans ce monde du courtage à grande vitesse, les êtres humains ont été remplacés par une intelligence financière d'un nouveau genre, faite d'ordinateurs superpuissants, programmés pour se comporter d'une manière autre que ne le ferait son concepteur à titre personnel."

Concurrence déloyale La thèse défendue par Lewis est claire : les marchés américains sont détournés par ces "HF traders" qui se branchent juste à côté des ordinateurs des places boursières. Selon lui, ces sociétés de robots spéculateurs, dont les plus connues se nomment Getco, Virtu, Citadel ou encore Optiver, profitent de la technologie la plus sophistiquée en matière d'algorithmes, de serveurs et de fibres optiques pour gagner quelques millièmes de seconde et passer des ordres massifs (jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'opérations par seconde sur un seul titre), histoire de toujours avoir un coup d'avance sur les investisseurs classiques, petits particuliers ou grands fonds de pension. C'est-à-dire nous tous.

Vous voulez acheter des actions Microsoft ? Invisibles et très rapides, les HF traders peuvent déceler votre envie, les acquérir avant vous sur une autre plateforme boursière pour vous les revendre finalement à un prix plus élevé, affirme Michael Lewis, pour qui c'est évident : nous sommes en présence d'une arnaque. Légale, certes. Mais une arnaque quand même. Une sorte de hold-up technologique, ni vu ni connu... Comme si vous arriviez au cinéma pour voir le dernier film dont tout le monde parle. Vous prenez place dans la file devant la caisse, et quand arrive votre tour un inconnu surgit devant vous, et prend votre place. Ainsi de suite, avec un deuxième, puis un troisième, jusqu'à ce que la salle soit pleine. A ce moment, l'inconnu se tourne vers vous et vous propose de vous revendre son billet. Plus cher !

Source: trends.levif.be

Olivier Delamarche sur BFM Business le Lundi 14 Septembre 2015

BusinessBourse Le 14 sept 2015

Olivier Delamarche, associé et gérant de Platinum Gestion, et Frédéric Rollin,

conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet, ont décrypté les enjeux et les conséquences d'un éventuel relèvement des taux de la FED sur les marchés. Dans la seconde partie, ils sont revenus sur les inquiétudes et les conséquences du ralentissement de l'économie chinoise. – Intégrale Placements, du lundi 14 septembre 2015, présenté par Guillaume Sommerer et Cédric Decoeur, sur BFM Business.

Partie 1/2: La Fed va-t-elle relever ses taux cette semaine ?



Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/chroniques/olivier-delamarche/>

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/chroniques/olivier-delamarche/>

Concernant les chiffres américains du chômage tripatouillé, Olivier Delamarche a été le premier à l'expliquer et vous pouvez le constater dans l'article qui suit où de nombreux chiffres confirment clairement qu'il y a un problème entre ce qui est déclaré officiellement et la réalité: **Etats-Unis: 5,1% ou 22,9%,..... Quel est le réel taux de chômage ?**

Autre remarque, Les Etats-unis se déclarent en reprise or le nombre d'américains bénéficiant de bons alimentaires stagne depuis quelques années or si ce pays était en reprise, ce nombre devrait baisser. Sur une population totale d'environ 321 millions d'habitants, **plus de 46 millions d'américains font la queue devant les banques alimentaires et parfois dès 6 h 30 le matin.**

Tout en sachant que sur le front de l'emploi américain, ça ne risque pas de s'améliorer du fait de la faiblesse des prix du pétrole. La conséquence est que de nombreuses compagnies qui ne sont plus rentables sous 70 dollars et perdent énormément d'argent vont probablement faire faillite et envoyer une ribambelle d'américains au chômage. Rappelons que la pseudo reprise reposait sur les embauches dans l'extraction des gaz de schiste. **Olivier Delamarche: vous avez vu les premières faillites dans le secteur du pétrole de Schiste et c'est loin d'être fini !**

Et déjà, **les producteurs de pétrole de schiste rapportent des pertes de plus de 30 milliards de dollars pour le premier semestre 2015**, conséquence de

l'effondrement des cours du pétrole. Ces déficits pourraient provoquer des faillites et des restructurations au sein de l'industrie, qui s'est rapidement développée ces sept dernières années mais dont les bénéfices n'ont jamais dépassé les investissements.

Les profits d'Hydro-Québec chutent de 25 %

BusinessBourse et Radio-Canada Le 13 sept 2015

[Que va-t-il se passer si Hydro-Québec (ou les autres producteurs nationaux d'électricité de chaque pays) accumule des déficits chaque année? Faire faillite et fermer le courant?]



Hydro-Québec a vu ses profits nets fléchir de 25,9 % au deuxième trimestre, ce qui n'a pas empêché la société d'État d'engranger, pour une deuxième année consécutive, plus de 2 milliards de dollars après les 6 premiers mois de l'exercice.

Pour la période de 3 mois terminée le 30 juin, Hydro-Québec a dévoilé vendredi un résultat de 341 millions de dollars, comparativement à 460 millions de dollars au cours de la même période en 2014.

De leur côté, les recettes trimestrielles se sont établies à 2,9 milliards de dollars, en hausse de 1,7 %.

Les résultats du deuxième trimestre comprennent notamment une charge de 18 millions de dollars pour la mise en service d'immobilisations. Les exportations d'Hydro-Québec Production ont grimpé de 24 millions de dollars, mais les approvisionnements fournis par cette division à Hydro-Québec Distribution ont diminué de 68 millions de dollars.

Pour les 6 premiers mois de l'année, les profits d'Hydro-Québec se sont élevés à 2,13 milliards de dollars, soit un peu moins que les 2,21 milliards de dollars engrangés à pareille date l'an dernier.

Le chiffre d'affaires a quant à lui progressé de 0,4 %, à 7,5 milliards de dollars.

Pour l'exercice 2015-2016, le gouvernement Couillard a fixé à 2,75 milliards de

dollars le dividende que devra verser Hydro-Québec dans les coffres de l'État.

Source: ici.radio-canada.ca

L'Italie bénéficie de la pause dans l'austérité , comme la France

Bruno Bertez 11 septembre 2015

L'Italie va revoir à la hausse ses prévisions de déficit budgétaire et de dette publique dans son budget 2016 malgré des prévisions de croissance plus optimistes, a-t-on appris vendredi de sources gouvernementales.

Vous remarquerez le mauvais usage de la liaison « malgré », Ce n'est pas » malgré » , qu'il faut utiliser, car la liaison causale est la suivante: grâce a un déficit budgétaire accru et à une dette publique plus lourde, l'Italie va enregistrer une croissance plus forte. Cette croissance améliorée n'a rien à voir avec les réformes dont se gargarise Renzi, elle a à voir avec l'abandon accepté par l'Allemagne des politiques dites d'austérité et de redressement budgétaire.

C'est le même phénomène qui est constaté en France, l'arrêt de la politique de redressement budgétaire permet une petite embellie technique qui n'a rien à voir avec les actions de réformes engagées.

Le projet de budget qui sera présenté d'ici au 20 septembre fixe un objectif de déficit budgétaire d'au moins 2% de produit intérieur brut (PIB) contre 1,8% prévu précédemment.

L'objectif de dette publique pour l'an prochain sera également revu à la hausse par rapport à la cible actuelle de 130,9% de PIB tout en restant légèrement inférieur à la prévision 2015, de 132,5% de PIB.

La prévision de croissance pour cette année passera à 0,9% de PIB contre 0,7% précédemment après une série d'indicateurs meilleurs que prévu sur les six premiers mois de l'année.

L'objectif de croissance pour 2016 sera également revu à la hausse, à environ 1,6% au lieu de 1,4%, ajoute-t-on de même sources en invitant à la prudence en faisant valoir que ces prévisions ne sont pas définitives.

L'Italie a émergé cette année de trois ans de récession avec une croissance de 0,4% au premier trimestre et de 0,3% au deuxième.

Le président du Conseil, Matteo Renzi, s'est félicité du chiffre du PIB ainsi que de la baisse du chômage, y voyant les effets des réformes mises en oeuvre depuis son

arrivée au pouvoir.

Il devrait désormais s'efforcer de convaincre Bruxelles de la nécessité de disposer de marges de manoeuvre budgétaires accrues pour conforter la reprise, via notamment des allègements d'impôts.

Même chose en France, la priorité à la croissance a remplacé celle donnée à l'austérité

« La croissance est repartie en zone euro, mais à un rythme encore insuffisant pour relancer l'emploi et faire baisser durablement le chômage, a estimé Benoît Coeuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), dans une interview publiée vendredi.

« La croissance est repartie, le taux de chômage baisse dans la zone euro. (...) Mais la croissance est encore insuffisante pour créer suffisamment d'emplois », a déclaré le Français dans un entretien avec les quotidiens régionaux du groupe français Ebra (Le Progrès, Le Républicain lorrain, Le Dauphiné libéré...).

Faire et défaire, c'est toujours travailler! Ils ont cassé les économies en 2013 pour maintenant abandonner la priorité à l'assainissement des finances publiques. Ce sont des gaspilleurs, ils ont gaspillé les efforts qu'ils ont imposé aux citoyens.

Pour soutenir l'activité dans la région et relancer la très faible dynamique des prix, la banque centrale a déployé depuis l'été 2014 une large palette d'outils, dont des prêts très généreux aux banques pour stimuler le crédit et l'investissement. Elle est passée à la vitesse supérieure début mars, en rachetant quelque 60 milliards d'euros de titres de dette, principalement publique, chaque mois. La BCE, qui a pour mandat d'assurer la stabilité des prix en zone euro, prévoit de racheter 1.140 milliards d'euros d'actifs d'ici septembre 2016 au moins.

Et l'institution monétaire de Francfort a déjà signalé qu'elle pourrait encore élargir la voilure de ces rachats, alors que la baisse des prix du pétrole, des matières premières et le renchérissement de l'euro menacent d'entraver l'efficacité de son action pour relancer l'inflation.

En août, la hausse des prix à la consommation est restée atone, à 0,2% sur un an, soit très loin de l'objectif d'un peu moins de 2% que s'est fixé la BCE.

« Quand l'inflation est faible, la meilleure manière de l'amener à l'objectif de 2%, c'est de soutenir l'activité. La stabilité des prix, aujourd'hui, passe donc par la croissance et l'emploi », a ajouté M. Coeuré.

Y-a-t-il quelqu'un pour lui rappeler ce qu'il disait en 2012 et 2013? Nous

sommes gérés par des incapables, menteurs et inconséquents.

Avertissement Allemand

Cette semaine le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a estimé, dans un discours vendredi: « il est certain que nous nous dirigeons vers la prochaine bulle », selon des propos rapportés par l'agence DPA.

Et tout sera à recommencer !

Comment sortir de cette crise ?

Posté le 13 septembre 2015 par Bruno colmant

[On ne peut pas : nous entrons dans la dépression économique finale à cause des ressources naturelles (surtout le pétrole), le climat, l'environnement, etc. Cela Bruno Colmant ne le sait pas.]

Le véritable défi des prochaines années est d'éviter un naufrage de l'économie de la zone euro dans une déflation qu'on assimile souvent à un scénario à la japonaise... alimenté par la décélération chinoise. Ce scénario semble de plus en plus plausible : les prix stagnent depuis deux ans et le taux d'inflation reste désespérément bas. Bien sûr, on pourrait techniquement parler de désinflation plutôt que de déflation, ou d'inflation tendancielle basse pour éviter de stigmatiser une baisse généralisée des prix. On pourrait aussi, à juste titre, distinguer la bonne de la mauvaise déflation : la baisse du prix du pétrole entraîne une bonne déflation, tandis qu'une baisse de la demande et des salaires entraîne une mauvaise déflation. On peut aussi s'agripper à des définitions techniques : pour parler de déflation, il faut qu'au moins 60 % des prix de l'indice d'inflation (hors produits pétroliers) baissent, ce qui n'est pas le cas.

Mais ces subtiles distinctions académiques sont accessoires. Nous traversons une crise de la demande. Cette dernière est trop faible et conduit à un taux de croissance insuffisant pour assurer un financement correct de nos engagements collectifs. De nombreux facteurs, qui sont autant de tendances lourdes de l'économie, ont aussi un pouvoir d'influence : vieillissement de la population, digitalisation de l'économie de services, déplacement des centres de croissance vers d'autres continents, manque de politique industrielle visionnaire, incapacité à moderniser nos économies au travers d'un dialogue social non confrontationnel, maintien d'un Etat providence partiellement inefficace, état d'esprit insuffisamment entrepreneurial, etc.

Comment s'extraire de ce scénario déflationniste ? Il n'y a pas de recette unique, mais plutôt une superposition de solutions qui font intervenir les politiques

budgétaires et monétaires qu'il faut simultanément relâcher.

En économie, on distingue souvent la politique de l'offre de celle de la demande. Stimuler la politique de l'offre vise à flexibiliser les coûts de production et à assouplir les contraintes qui portent sur l'offre de biens et de services. La politique de la demande concerne, quant à elle, une orientation keynésienne. Il s'agit de stimuler la demande de biens et de services par une augmentation des investissements et de la consommation publics, destinée à entraîner une augmentation de la demande privée (également au travers de transferts sociaux et de moindres prélèvements fiscaux).

La gestion d'une économie exige d'équilibrer les politiques de demande et d'offre, mais une chose est certaine : en période de très faible croissance et de déflation, il faut absolument stimuler la demande intérieure et l'exportation. Si les agents économiques sont tétanisés par de sombres perspectives économiques, ils freinent leur consommation et leurs investissements. Il importe dès lors qu'un être supérieur, représentant la collectivité, dépasse les inquiétudes individuelles par des investissements collectifs d'envergure destinés à fournir de la traction à la consommation et à l'investissement privés. Le plan Juncker s'inscrit dans cette logique, mais son envergure est beaucoup trop limitée.

Certes, au début de la crise, les stabilisateurs automatiques se sont activés, conduisant au constat de moindres recettes fiscales et de dépenses sociales plus importantes. Mais, probablement effrayés par l'augmentation des dettes publiques et la nécessité d'une homogénéité des seuils d'endettement public, les Etats sont trop vite revenus à des contraintes de réduction de déficit.

Et c'est à ce niveau qu'on réalise l'incongruité d'avoir imposé si rapidement un Pacte de Stabilité et (cyniquement) de Croissance. Ce Pacte exige de diminuer l'excédent d'endettement public de 5 % par an afin d'atteindre un rapport de la dette publique sur le PIB de 60 %. Cette règle se conjugue désormais à ce qu'on appelle la "règle d'or" qui exige de ne pas dépasser un déficit "structurel", c'est-à-dire compte non tenu des aléas conjoncturels, égal à 0,5 % du produit intérieur brut (PIB). Ce Pacte empêche une politique de la demande et contribue donc à alimenter la récession et la déflation.

Depuis le début de cette crise, j'ai partagé une conviction de la nécessité d'une inflation. Il fallait immédiatement "monétiser" la crise par une dilution des dettes. Certains pays (Etats-Unis, Royaume-Uni et Japon) l'ont fait très rapidement. Cette propension intellectuelle découlait de l'intuition que l'inflation permet de diluer silencieusement les dettes passées dans un contexte récessionnaire qui voit les taux d'intérêt baisser. Il s'agissait donc de refinancer les dettes publiques au travers

d'une création monétaire mise en œuvre par la BCE. Cette dernière s'est finalement résolue à faire tourner la planche à billets, mais trop tard. Ainsi que les années trente l'ont instruit, deux années d'erreurs peuvent coûter dix ans de déflation. Or nous avons épuisé ces deux années d'erreurs. Pourquoi la BCE a-t-elle trop traîné ? Il y avait bien sûr les réticences allemandes, mais surtout la nécessité d'assurer l'existence de l'euro en en faisant une devise forte, donc trop chère. L'euro a traversé la tempête monétaire, mais au prix d'une déflation.

Pour extraire la zone euro de la tendance déflationniste, il faudrait donc aligner deux objectifs. Il conviendrait de repousser la mise en place du Pacte de Stabilité et de Croissance afin que chaque pays puisse individuellement mettre en œuvre des programmes d'investissements d'envergure, sans que l'accroissement des dettes qui en résulte conduise à une quelconque pénalité. Ces emprunts ne coûteraient quasiment rien eu égard au faible niveau des taux d'intérêt. Concomitamment, il faudra impérativement continuer à assouplir la politique monétaire au travers d'une injection de monnaie permanente qui, même si elle n'est pas décisive, oxygénera l'économie. L'assouplissement quantitatif existant devra être prolongé au-delà de son terme prévu.

En conclusion, l'austérité monétaire et budgétaire a, *a minima*, contribué à la situation déflationniste et récessionnaire. Tout ceci reflète l'incomplétude de la zone euro et la singularité des autorités monétaires qui ont dû s'aligner sur une logique monétaire déflationniste. Mais, singulièrement, peu de voix publiques s'élèvent pour s'inquiéter de cette situation. En effet, une déflation s'accompagne de taux d'intérêt très bas. Or les Etats, engorgés de dettes publiques et bientôt submergés par le financement des pensions, savent qu'une hausse des taux d'intérêt révélerait leur vulnérabilité financière. Les autorités monétaires de la zone euro ont donc peut-être implicitement arbitré leur propre endettement au détriment de la croissance et de l'emploi. A terme, ce ne sera pas tenable, sauf à envisager une impensable nationalisation complète de l'économie.

(Article publié dans la Libre du 12 septembre)

[La fourmi et le rouleau-compresseur](#)

12 sept 2015 | [Françoise Garteiser](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Le soutien à [notre pétition contre la société sans cash](#) continue de grimper. Merci à vous — surtout, faites tourner l'information, je ne le répéterai jamais assez !

La Chronique Agora compte plus de 80 000 lecteurs à l'heure où j'écris ces lignes... Si chacun d'entre vous envoie le lien à deux autres personnes qui ne connaissent pas encore notre action en leur demandant de faire de même... cela fait 160 000 signataires potentiels dans un premier temps... puis 320 000

supplémentaires... et ainsi de suite.

Pardonnez-moi cette démonstration un peu scolaire, cher lecteur ; j'aimerais juste que vous compreniez à quel point la situation peut changer grâce à de petits gestes.

C'est d'ailleurs tout aussi vrai au niveau individuel, notamment en ce qui concerne l'épargne et l'investissement. Il suffit de prendre quelques mesures élémentaires dès aujourd'hui... pour vous éviter toute une série d'ennuis à l'avenir — voire vous assurer l'indépendance financière quoi qu'il arrive. [Cliquez ici pour en savoir plus.](#)

▪ Pour en revenir à la pétition, j'ai noté que parmi les remarques revenant le plus souvent, il y a la notion de "lutte contre le terrorisme". Supprimer — ou en tout cas limiter au maximum — l'utilisation des paiements en liquide permet de mieux tracer les mouvements de capitaux, les achats, etc. d'éventuels malfaiteurs.

Certes. Mais c'est un peu comme les aéroports aux Etats-Unis : depuis 2001, des dizaines de millions de passagers, tous les ans, sont fouillés, scannés, doivent se déchausser, sortir leur ordinateur portable, vider leurs bouteilles d'eau, ôter leur ceinture, remettre leur ceinture, remettre leurs chaussures, ranger leur ordinateur... pour "coincer" une poignée d'illuminés (qui, dans le cas du 11 septembre, étaient de longue date sur le sol américain...).

Bref, c'est un peu comme écraser une fourmi avec un rouleau-compresseur. Sauf que, bien entendu, la fourmi n'est pas forcément la seule visée. Comme l'explique Joseph Salerno, de l'Institut Mises, dans son article [Pourquoi les gouvernements détestent l'argent liquide](#) :

"La raison invoquée par nos dirigeants pour supprimer le cash est de maintenir la société à l'abri des terroristes, des fraudeurs, des blanchisseurs d'argent, des cartels de la drogue et autres méchants réels ou imaginaires.

Le vrai but de la multiplication de ces lois est de forcer les citoyens à faire des paiements via le système financier. Cela permet aux gouvernements de développer leurs capacités d'espionnage, de garder une trace des transactions financières les plus privées de leurs citoyens, et de traire leurs citoyens du dernier euro de paiements d'impôts prétendument dus".

Ne vous laissez plus faire !

Un krach...un jour

Marc Fiorentino Morning Zapping 14 septembre 2015

Signe de nervosité avec la décision cette semaine de la banque centrale américaine, on reparle de bulle boursière. Après l'explosion violente d'une des plus belles bulles de ces dernières années, la bulle chinoise, voilà qu'on commence à entendre quelques voix dissonantes sur la Bourse Américaine. Et pas n'importe quelles voix.

BULLE BOURSIÈRE AUX US.

Ce week-end, c'est un prix Nobel d'économie, Robert Schiller qui joue les Cassandre. Pour lui c'est simple, les marchés boursiers américains sont aussi surévalués qu'en 2000. Rien que ça. Et plus surévalués qu'en 2007. Deux dates qui résonnent comme des cauchemars pour les investisseurs du monde entier. Schiller est un grand spécialiste de la finance comportementale. Le prix Nobel lui a été attribué en 2013, avec deux autres économistes, pour ses recherches sur l'évaluation des actifs. Et son autre fait d'armes c'est la publication en 2000 quelques semaines avant l'explosion de la bulle Internet d'un livre intitulé « Exubérance irrationnelle ».

PAS LA FAUTE DE LA FED

Les indicateurs qu'il a créés pour mesurer la valorisation des actions américaines signalent une survalorisation générale. Et il considère que la volatilité très récente sur les marchés le conforte dans ses prévisions. Ce serait donc une hausse des taux aux États-Unis qui serait le catalyseur d'une chute des marchés? Non. Selon Schiller, il n'y a pas de corrélation historique, ce qui est très très surprenant, entre la valorisation des actions et les taux d'intérêt sur le court terme. Et c'est là que ça devient moins drôle. Schiller annonce un krach mais il rajoute qu'on ne peut pas prédire quand il va se produire, que les marchés sont surévalués depuis longtemps et qu'ils ont pourtant continué à monter. En gros, il prévoit qu'il pleuvra un jour mais il ne sait pas quand. Pas besoin d'être Prix Nobel pour dire la même chose...

SURPRIS

de me réveiller ce matin et de voir que la France continuait à fonctionner normalement: il pleut, les gens se plaignent, ça va "comme un lundi". La Terre continue donc à tourner. Et pourtant Claire Chazal nous a quittés.

UN VRAI TREMBLEMENT DE TERRE

On a du mal à réaliser en France ce que signifie la victoire de Jeremy Corbyn à

la tête du parti Travailliste. Il suffit de voir qui a chaleureusement accueilli la nouvelle, de Syriza à Podemos en passant par Mélenchon pour comprendre où il se situe. Avec Corbyn à la tête des travaillistes, les conservateurs sont assurés de rester au pouvoir encore quelques décennies...

ON FERME...

On a beau être généreux, il y a des limites qui sont difficiles à dépasser. L'Allemagne n'arrive plus, pratiquement, à gérer le flux de migrants. Elle vient donc de rétablir ses contrôles aux frontières et donner un petit coup de canif, involontaire, aux accords de Schengen. Si vous voyagez en Allemagne cette semaine, prenez votre passeport.

LE NOUVEAU WALL STREET JOURNAL

est sorti aujourd'hui. Nouveau format. Nouveaux caractères et plein de photos en couleurs. Le problème c'est qu'il est devenu illisible. On a l'impression d'un journal en "16/9ème"

READ MY LIPS

Hollande l'a promis. Il n'y aura plus de hausse d'impôts. 80 millions d'euros vont être prélevés chez les opérateurs télécoms, qui seront forcément répercutés sur les tarifs, et nous allons payer 1 euro de plus de redevance. Principalement pour une France Télévisions où la gabegie et les avantages corporatistes sont la norme et pour la création d'une chaîne d'info qui sera obligatoirement lourdement déficitaire, mais qui sera une chaîne d'info de gauche avant les élections pour faire contrepoids à BFM et iTélé.

ACHETEZ DES SMART

Il faut soutenir une entreprise qui a le courage de faire sauter ces 35 heures qui ont plombé de façon brutale et durable l'économie française et fait de la paresse la norme et du travail une aberration.

EXPÉRIENCE

Depuis combien de temps n'avez vous pas écouté un CD sur une bonne installation Hi Fi? Faites l'expérience. Vous vous rendrez compte qu'avec le téléchargement, le streaming, le MP3 nous a rendu sourds. On a l'impression qu'on écoute de la musique, mais cela fait longtemps qu'on n'entend plus rien. (Je sais que ça n'intéresse pas grand monde, mais j'avais envie d'en parler et c'est mon zapping...)

LAGARDE AIME LA FRANCE

La patronne du FMI trouve que la France fait un bon boulot et que la loi Macron est un pas vers les bonnes réformes. Elle veut voir la suite. Macron 2 et Macron 3. Et elle est contente du fait que, pour plus de 50% des Français, elle ferait une bonne présidente.

LA MAUVAISE ET LA BONNE NOUVELLE

On va devoir se retaper Yannick Noah. La bonne nouvelle c'est que ce n'est pas pour une tournée de concerts.

À REVOIR CE SOIR

Pour ceux qui ne font pas la fête, Tchao Pantin à la télé.

À LIRE

L'interview de Baudecroux, le patron d'NRJ, explique qu'il est courtisé par tout le monde et "qu'il est très pragmatique et qu'il n'a jamais dit non à rien". Qui de Drahi ou de Bolloré va l'acheter ? Je ne sais pas mais je vais acheter des actions NRJ.

VOILÀ C'EST TOUT

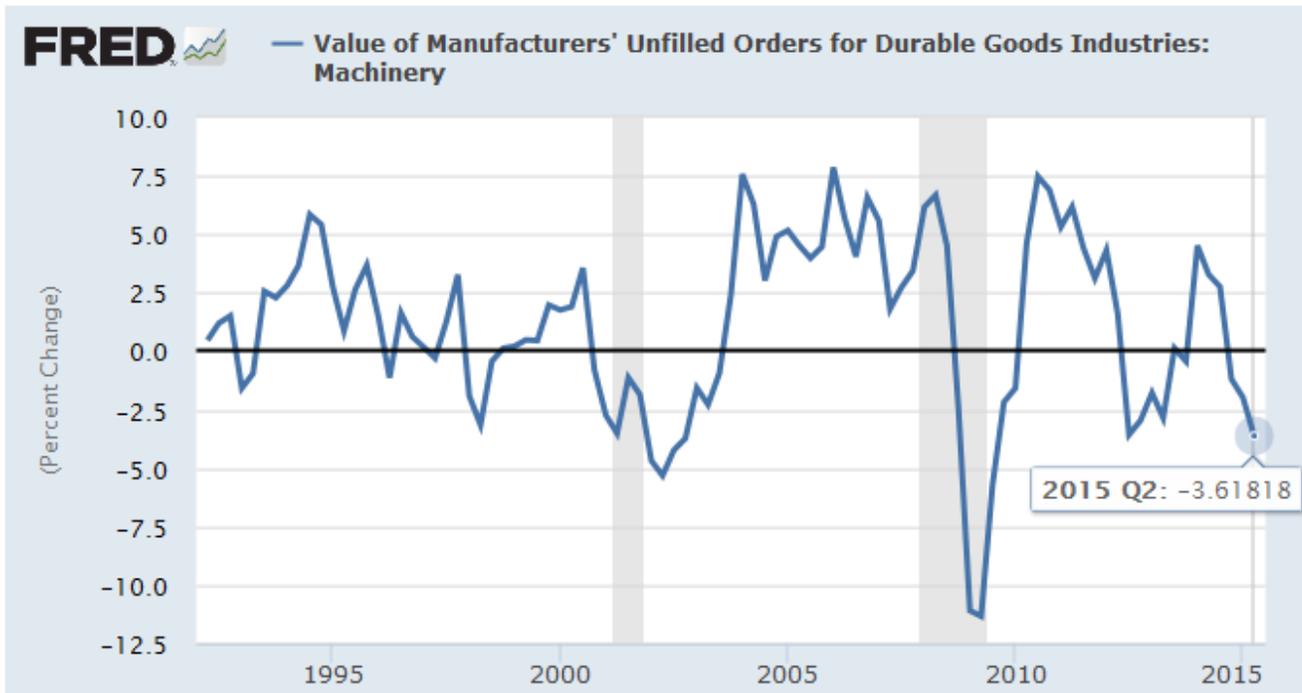
BONNE JOURNÉE

MAY THE FORCE BE WITH YOU

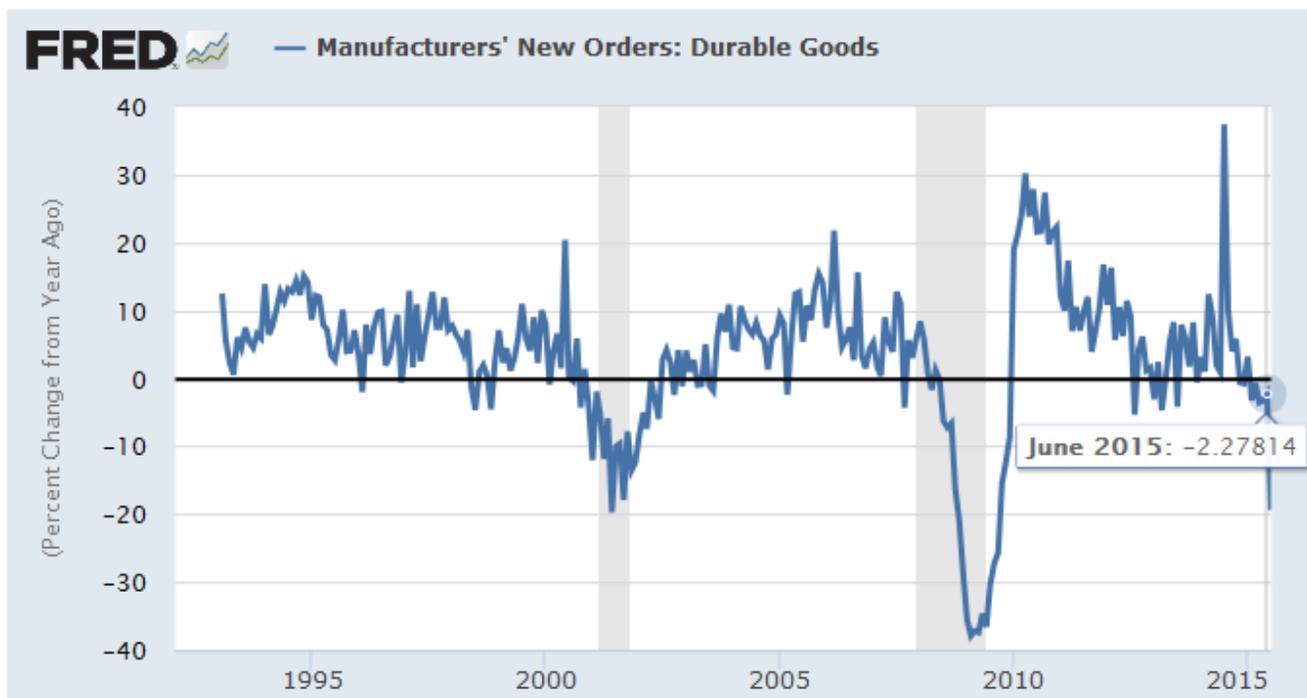
[Etats-Unis: Ralentissement dans les carnets de commandes en pourcentage](#)

BusinessBourse Le 14 sept 2015

Attention, on entend parler d'une reprise aux Etats-Unis alors que l'on peut constater un ralentissement dans les carnets de commandes ,des fabricants ,en pourcentage d'un trimestre sur l'autre. Ce n'est donc pas un bon signe. Pourtant, on nous raconte l'inverse...



Idem pour les nouvelles commandes des fabricants de biens durables en pourcentage d'un mois sur l'autre.



[Le business model de l'Etat Islamique](#)

Michel Santi 14 septembre 2015

L'Etat Islamique (EI) serait-il sur le point de monter sa banque? De fait, mettant ses pas dans ceux des autres organisations terroristes, l'EI tente de se doter des attributs d'un véritable Etat afin d'envoyer un message à ses sympathisants situés hors de Syrie et d'Iraq selon lequel il est désormais en mesure de leur fournir du travail et d'assurer leur subsistance. L'EI diffuse en effet une propagande consistant à faire croire à ses futurs ressortissants que les villes sous son contrôle sont désormais gérées par d'anciens fonctionnaires iraqiens et syriens ayant été embauchés à cet effet. Il est vrai que des sources fiables font état de professionnels de la finance (issus des pays arabes et d'Afrique du Nord) ayant été enrôlés par l'EI afin de lui monter sa banque centrale, elle même censée imprimer un jour prochain sa monnaie nationale. Bref, l'EI est en quête de reconnaissance et tente d'asseoir sa légitimité sur un budget qui devrait atteindre 2 milliards de dollars cette année censé assurer les besoins vitaux de ses citoyens en matière d'éducation, de santé, d'aides sociales envers les plus démunis et de travaux de construction et d'infrastructures.

Si ce n'est que cet EI exerce d'une main de fer son contrôle sur la totalité de l'économie de la zone sous son influence, confisquant les propriétés, réquisitionnant les usines encore en marche, infiltrant l'ensemble du réseau du commerce et des affaires. Pour ce faire, il s'appuie sur ses « missi dominici » qui ne sont autres que des commerçants autrefois ruinés, déçus ou autrefois sous les verrous lesquels dictent désormais leur loi aux acteurs de l'économie locale. Ainsi, dans Deir al-Zor, Hasakeh ou Raqqa (devenue leur « capitale »), ces « traders » contrôlent désormais l'intégralité du grenier syrien, depuis les modes de transport à l'agriculture, et c'est eux -donc l'EI- qui définissent les prix des denrées à vendre sur les marchés. Pour autant, la population vivant dans ces régions ne supporte pas uniquement l'arbitraire de tarifs échappant totalement à toute logique économique ou financière, ils subissent en outre brimades, voire persécutions.

C'est tout d'abord les femmes qui, quand elles ne sont tout bonnement pas interdites de travail, doivent endurer des conditions de travail insupportables. De l'ophtalmologue forcée d'opérer un œil accoutrée d'une burqa, à la coiffeuse qui doit purement et simplement interrompre son activité considérée par l'EI comme propice à la débauche. C'est une proportion massive de ces populations vivant sous le joug de l'EI qui ont perdu aujourd'hui leur outil de travail et qui n'ont plus de quoi assurer leur subsistance, dans un contexte aggravé par des tarifs prohibitifs de l'eau, de l'électricité et par une très lourde taxation prélevée par l'EI. Si, de l'avis des observateurs, les marchés sont bien approvisionnés et les commerces correctement fournis, ces marchandises ne semblent destinées qu'aux adhérents et militants de l'EI, seuls à pouvoir se les payer.

A Deir al-Zor par exemple, le prix des produits de base aurait effectivement flambé de 1'000% en quelques mois, manipulé par l'EI dont la stratégie est de punir ceux qui ne se sont pas encore enrôlés. La taxation dissuasive, le chômage chronique et les tarifs

prohibitifs des denrées étant organisés sciemment afin de forcer la main aux résidents de ces régions de rejoindre les rangs de l'EI. C'est simple: la population se nourrit à base de tomates, de concombre et de patates pendant que les militants de l'EI ont droit à de la viande et à du poulet. Persécution orchestrée dans le but évident de grossir les effectifs de l'EI, et qui fonctionne du reste puisque des citoyens syriens et iraqiens désespérés et affamés rejoignent de plus en plus ses rangs. Rien qu'à Palmyre, 1'200 jeunes hommes auraient ainsi rejoints cette organisation en l'espace de quelques semaines.

L'opulence et le confort montrés et vantés à travers les différentes vidéos de l'EI ne sont donc qu'un leurre, et ne sont prodigués qu'en faveur de celles et ceux qui se muent en terroristes. Pour les autres, c'est le cauchemar.

[L'oncle Sam va-t-il encore confisquer l'or de ses citoyens ?](#)



[Mark O'Byrne](#)
[Goldcore](#)

Publié le 12 septembre 2015

[Le gouvernement US va-t-il confisquer l'or des gens et des sociétés riches qui ont contribué à faire élire le gouvernement? Les élus vont-ils voter pour se faire confisquer leur or à eux ? Et ils en ont tous, croyez-moi. Les élus aux USA sont tous multimillionnaires. Il n'y a aucun « flippeux de boulettes » de chez McDonald au congrès. Et ils connaissent mieux que tout le monde la situation économique actuelle, donc possèdent tous de l'or pour s'en protéger.]

Les investisseurs ont enregistré de lourdes pertes financières au cours de ces dernières semaines, alors qu'à l'échelle globale, les actions étaient sous pression et enregistraient leur pire mois en trois ans.

Le mois d'août 2015, l'une des périodes de négoce les plus volatiles enregistrées depuis la crise financière globale, a vu 5,7 trillions de dollars rayés de la valeur des actions à l'échelle de la planète. Aucun marché boursier n'en est sorti intact, et le risque de contagion financière et économique est plus évident que jamais.

Internationalement, beaucoup s'inquiètent de voir se développer une nouvelle crise systémique – une crise de la dette en Europe ou un nouvel effondrement à la Lehman – qui forcerait les banques à fermer leurs portes ou à imposer des vacances bancaires, comme nous avons récemment pu le voir en Grèce.



Si un tel scénario se développait aux Etats-Unis, les banques et institutions financières pourraient être fermées, et l'or de nouveau confisqué.

C'est une situation qui n'est pas sans précédent. Le 5 avril 1933, au beau milieu de la Grande dépression, le président américain, Franklin Delano Roosevelt, a demandé aux citoyens américains de livrer leurs pièces et barres d'or au gouvernement fédéral.

Chaque pièce, barre et certificat a dû être livré au gouvernement de Roosevelt, sous peine d'une amende de 10.000 dollars ou de dix années d'emprisonnement. Cette amende représente aujourd'hui 180.000 dollars.

L'or était à l'époque encore une monnaie, puisque les dollars étaient garantis par l'or. Roosevelt a ainsi confisqué la forme la plus sûre de monnaie à ses citoyens, au bénéfice de l'Etat. Sous le Gold Confiscation Act de 1933, Roosevelt a ordonné à ce que l'or de ses citoyens soit remis aux autorités. A l'époque, l'or était évalué à 20 dollars par once. Une fois confisqué et placé dans les coffres du gouvernement, il a été réévalué pour passer à 35 dollars par once.

Les réserves d'or privées ont été confisquées, des contrôles de capitaux ont été imposés, et les exportations d'or ont été interdites. Et le dollar a été déprécié contre l'or.

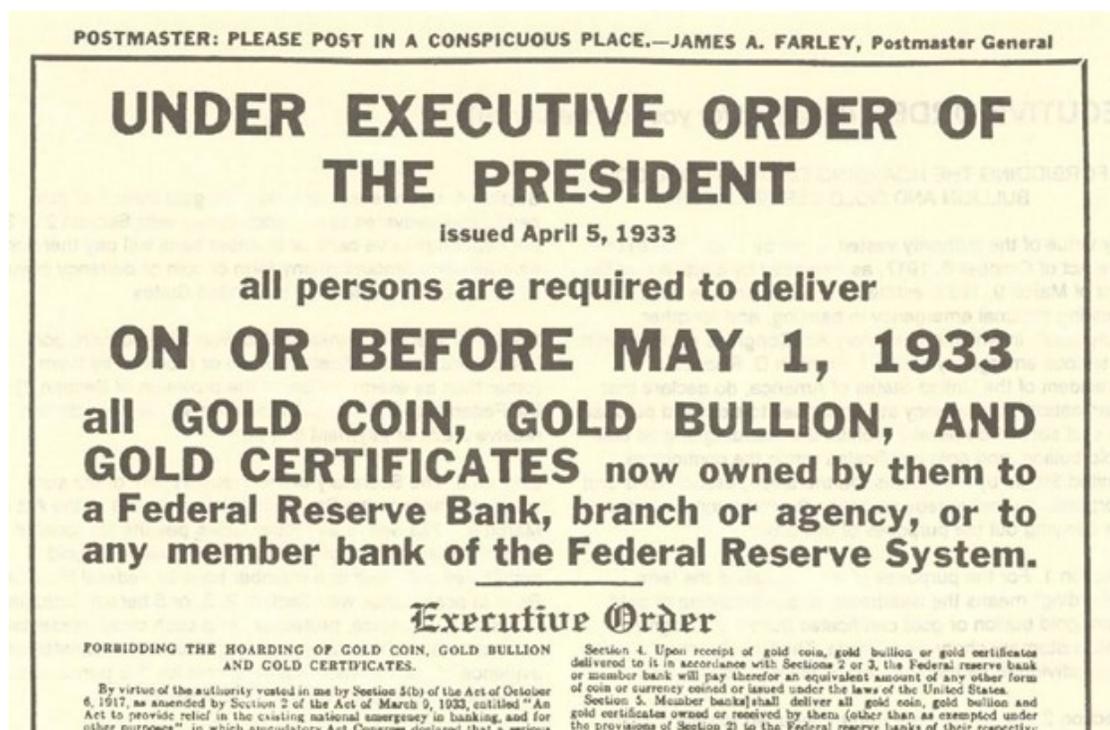
Dans l'esprit du public, l'or et l'argent sont associés aux terroristes. L'EIIL a récemment annoncé avoir lancé un nouveau dinar d'or, ainsi qu'un dirham

d'argent, dans le cadre de son projet de « domination du monde ». Comme pour tout ce qui concerne l'EI, il est difficile de séparer la réalité de la fiction parmi la désinformation et la propagande d'aujourd'hui.

Il semble toutefois possible que l'EI frappe ses propres pièces d'or. Il n'y a pas de grande différence entre diaboliser l'EI et accuser les propriétaires d'or comme étant des antisociaux et anti-américains, et d'utiliser cette justification pour confisquer les réserves d'or des citoyens des Etats-Unis.

La culpabilité par association pourrait être utilisée pour persuader le public que l'or est une relique barbare utilisée par les terroristes, qui devrait être interdite dans notre société moderne sans liquide, sans monnaie et sans or.

Alternativement, être forcé de livrer son métal pourrait être perçu comme un devoir patriotique pour la reconstruction des Etats-Unis après un effondrement financier, économique et monétaire – comme nous avons pu le voir en 1933.



Compte tenu des conditions actuelles et du précédent historique, il est naïf d'éliminer complètement le risque de confiscation des réserves d'or physique des citoyens.

Les [bail-ins et la confiscation de l'épargne des individus et des entreprises par la Troïka](#) (Union européenne, BCE et FMI) à Chypre nous ont prouvé que tous les actifs sont susceptibles d'être confisqués – depuis les dépôts jusqu'aux fonds de pension, en passant par l'or.

Téléchargez votre guide de dépôt de réserves d'or à l'étranger [ici](#)

Dans l'éventualité d'une faillite bancaire, vos dépôts et votre or pourraient vous être confisqués. Soyons clairs : l'Union européenne, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande prévoient tous de mettre des bail-Ins en place si une banque ou une institution se retrouvait en difficulté.

Les Etats-Unis sont aujourd'hui l'une des nations les plus endettées du monde, et l'une des plus endettées que le monde ait jamais vues. Leur dette nationale est de plus de 18,3 trillions de dollars, et continue de grimper – voir [ici](#). Leurs passifs non-capitalisés s'élèvent entre 100 et 200 trillions de dollars.

L'oncle Sam pourrait donc un jour re-confisquer l'or de ses citoyens.

Des années durant, nous avons dit qu'une nouvelle confiscation s'en prendrait entre autres aux réserves d'or les plus larges, aux ETF et à l'or non-alloué présent au sein du système bancaire, ainsi qu'aux réserves d'or déposées auprès de sociétés dans des pays endettés comme le Royaume-Uni, de nombreux pays de la zone euro, le Japon et les Etats-Unis.

Voilà qui prouve de l'importance de la propriété d'or auprès de nations riches qui ont pour tradition le respect des droits de propriété, ainsi qu'auprès de pays plus sûrs comme la Suisse, Singapour ou Hong Kong.

Et qui prouve également de l'importance de posséder quelques barres et pièces d'or.

Nous savons que certaines personnes ont décidé de ne pas livrer leur or en 1933. Aujourd'hui, il serait bien plus difficile de s'opposer au gouvernement, qui aurait de fortes chances d'envoyer ses forces de police confisquer les minuscules quantités d'or possédées par ses citoyens.

Dans l'éventualité d'une nouvelle crise économique, les plus grandes réserves d'or et les nations les plus endettées seront vulnérables. Les fournisseurs de comptes groupés et d'or digital en Angleterre et aux Etats-Unis pourraient voir leurs actifs nationalisés et le métal de leurs clients confisqué.

Un « sommet des consciences » pour le climat loupé

Biosphere 14 septembre 2015

Vous êtes sans doute passé à côté de cet événement. C'était le 21 juillet dernier, vous étiez étendu sur la plage, au soleil. Le réchauffement climatique n'avait pour l'instant présent que des bienfaits pour vous. Mais Pierre Thiesset, journaliste au mensuel La décroissance, a écouté les intervenants pour vous. En résumé :

"L'organisateur Nicolas Hulot est imbattable en matière de miévrerie grandiloquente : « *Qu'est-ce qui va se jouer à Paris ? L'accomplissement de l'humanité. Allons-nous enfin devenir humain?* » Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations unies, n'a fait que louer les voitures nucléaires Autolib. Pour Janos Pasztor, le chaos climatique est « *une opportunité d'aller vers un monde meilleur* » ! Albert de Monaco, le parrain d'un paradis fiscal, déclame qu'il faut « *inventer un autre mode de vie qui ne se fonde pas sur la prédation des ressources...* » Le président de la république François Hollande se ripoline en sage appelant à la sobriété : « *La cause profonde de la dégradation de l'environnement et du climat, c'est un mode de vie, un mode de production, un mode de consommation qui n'est plus compatible avec le développement humain...* » Etc. Etc.

On fait blablater quelques figures médiatiques molles, on fait croire que le climat préoccupe la classe dirigeante, et pendant ce temps-là on continue à faire passer les lois Macron, on négocie la création de vastes zones de libre-échange, on conforte un modèle libéral tout entier tourné vers la croissance, on rive tous les écoliers devant des écrans. Oh les affidés de Hulot, laissez notre conscience tranquille. Votre écologie n'est qu'une pastille verte sur un avion de chasse. La nôtre est fondamentalement subversive. Elle nécessite des choix collectifs qui rompent avec l'accumulation illimitée du capital. Elle nécessite d'en finir avec le productivisme et l'urbanisation sans fin, avec les privilèges d'une minorité d'accapareurs, de se défaire de l'emprise de la marchandise sur nos vies... C'est pourquoi nous organisons un contre-sommet le 14 novembre à Vénissieux pour objecter à vos menées."

Pour lire en entier les deux pages de ce génial article de Pierre Thiesset, achetez d'urgence *La décroissance* de septembre 2015 (pour 2 euros 50 en kiosque).

Climat : une probabilité importante de dépasser 4,5°C

Biosphere 13 septembre 2015

Les 2500 scientifiques du GIEC ou IPCC (groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) vont bientôt confirmer officiellement qu'en 2100 la planète sera plus chaude, le niveau des mers aura augmenté et les phénomènes météorologiques extrêmes seront plus fréquents. Ce rapport sera discuté à Paris fin janvier 2007 après une navette entre les chercheurs internationaux et leurs collègues nationaux qui peuvent émettre des remarques. Mais sur le fond, tout le monde est d'accord : la température moyenne du globe devrait s'élever de 2 à 4,5 degrés, avec une valeur probable de 3° d'ici à 2100. La fourchette est plus

resserrée que celle de 2001 (entre 1,4°C et 5,8°), mais la sensibilité climatique, c'est-à-dire la hausse de température pour une augmentation donnée de la concentration dans l'atmosphère de gaz à effet de serre, a été revue à la hausse. Cela signifie qu'on a une probabilité plus importante de se retrouver en 2100 dans le haut de la fourchette, y compris peut-être dépasser 4,5° en moyenne.

Une autre étude confirme déjà cette analyse. Le premier rapport officiel chinois consacré au réchauffement climatique vient d'être rendu public. Reprenant à leur compte les conclusions du GIEC, les scientifiques chinois estiment que la hausse de température en Chine pourrait atteindre 3,3 °C d'ici à 2050. Le pays subirait alors des pénuries d'eau et des phénomènes climatiques extrêmes plus fréquents. L'étude redoute la remise en cause des capacités de la nation chinoise à poursuivre son développement (*Le Monde* du 29 décembre 2006).

La Biosphère n'est pas à une hausse ou une baisse de 5 ou 6°C près, elle en a connu bien d'autres. C'est l'espèce homo sapiens, elle qui se croit si forte, qui devrait commencer à réfléchir sérieusement sur son art de faire de grosses boulettes, comme celle de brûler en deux ou trois siècles seulement une énergie accumulée sur des millions d'années : au feu, la maison brûle, et il n'y a pas d'issue de secours !

NB : texte écrit le 14 janvier 2007 ! Nous avons encore perdu plus de 8 ans sans rien faire d'autre que brûler collectivement encore plus d'énergies fossiles et blablater pour faire semblant de faire quelque chose dans des réunions internationales à répétition.

Un éditorial du MONDE, c'est l'ambivalence climatique

Biosphere 12 septembre 2015

Le chiffre à retenir : 9 % par an

Une étude de la revue *Nature* montrait en 2009 qu'il fallait faire décroître de 3,7 % par an les émissions de gaz à effet de serre pour rester sous la barre des 2 degrés de réchauffement. Un tel effort est considérable : même en 2008-2009, deux années de récession, les émissions n'ont baissé que de 1,3 %. Or, plus on tarde à engager cet effort, plus il devient colossal : désormais, c'est de 9 % par an qu'il faudrait réduire les émissions. Il y a urgence à agir, sinon la dégradation climatique va s'accélérer.

L'inertie politique face à l'urgence climatique :

- Les responsables politiques agissent avec le climat comme si le temps ne

comptait pas. « *Les négociations climatiques avancent à une vitesse d'escargot* », confiait le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon.

- Les promesses faites à Copenhague en 2009 sont restées en plan : sur les 100 milliards de dollars par an promis d'ici à 2020 par les pays riches aux plus pauvres, 10 seulement ont été provisionnés par une trentaine d'Etats.

Les croyances sans fondements du MONDE :

- croire qu'il y a des technologies propres (solaire, hydrogène...) qui deviennent réalité, c'est oublier que jusqu'à présent on ne substitue pas une source d'énergie à une autre, on les ajoute. Pour faire autrement, il faudrait diminuer les besoins (la consommation) de tous ceux qui vivent à l'occidentale, et ça LE MONDE est à mille lieux de l'envisager. Il suffit de voir leurs pubs pour la mode et les bagnoles pour s'en rendre compte.

- croire que les deux premiers pollueurs de la planète, la Chine et les Etats-Unis, ont pris conscience de leurs responsabilités, c'est de la poudre aux yeux. Ces deux pays et leurs dirigeants n'ont encore qu'un seul mot à la bouche, croissance... et donc surplus d'émissions de gaz à effet de serre.

Source : éditorial LE MONDE du 12 septembre 2015, Climat : regarder la réalité en face